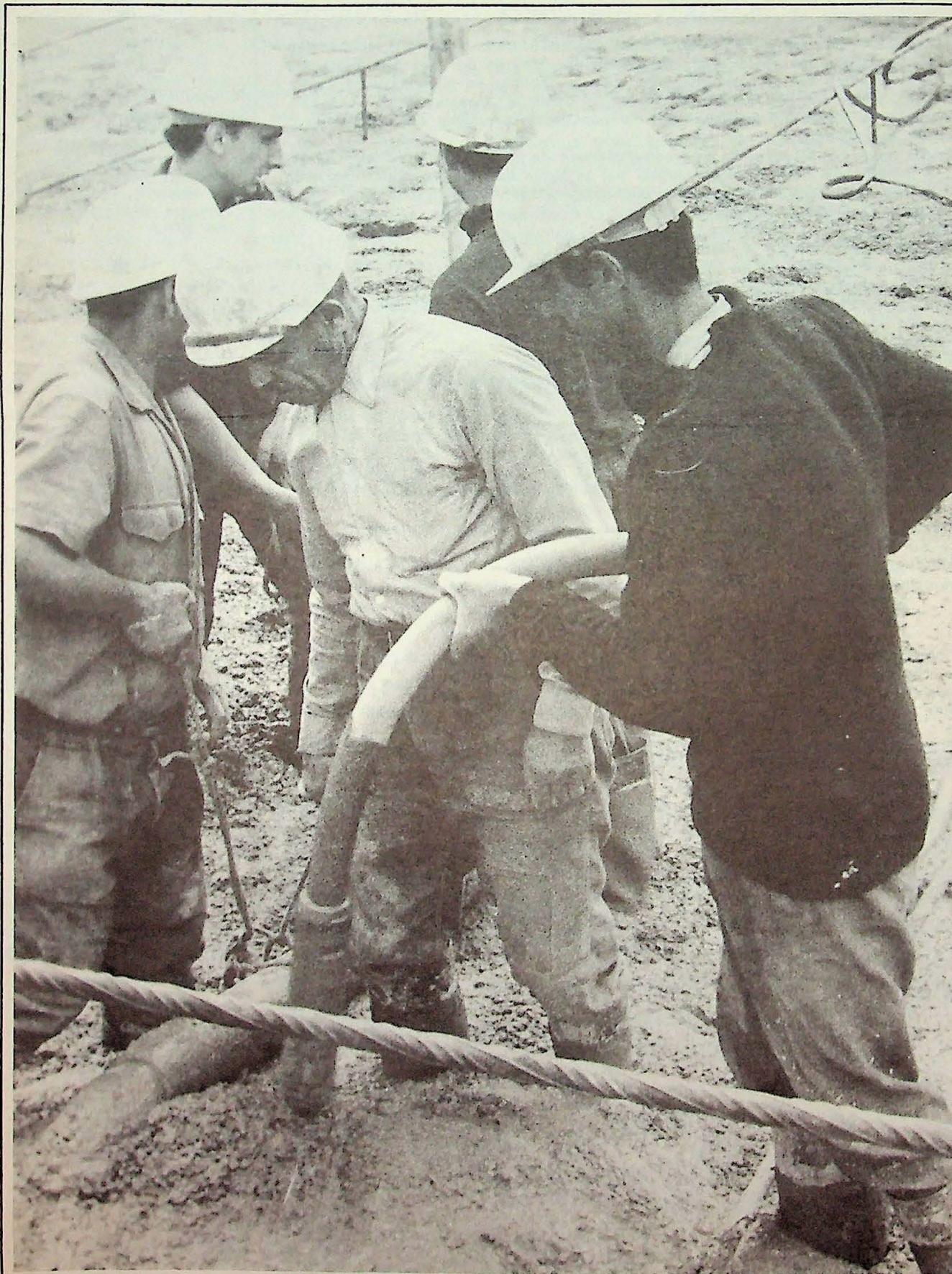


tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 498, 1,50 F
JEUDI 27 MAI 1971



**Halte
au
racisme !**

**Un encart spécial :
les tribunes libres
pour le 7^e Congrès**

Faisant suite au numéro spécial que les adhérents du P.S.U. viennent de recevoir, nous publions cette semaine la première série des réflexions des militants du parti dans le cadre de la préparation du congrès de Lille.

**Un dossier
de Tribune :
la guerre civile
en Irlande**

Une scission vient d'éclater au sein de l'armée républicaine irlandaise. Alain Guillerm montre, au regard des faits, que c'est bien d'une clarification et donc d'un renforcement de la lutte qu'il s'agit.

**Notre enquête sur
les luttes ouvrières**

Après les trois numéros spéciaux de « Tribune » diffusés massivement ces dernières semaines, nous continuons à faire régulièrement le point chaque semaine. Au « menu » aujourd'hui : la Lorraine, la R.A.T.P., la banque, Pont-Château, les restaurants universitaires et... bien sûr, Renault !

Photos dans ce numéro :
AGIP (p. 4, 6)
AFP (p. 7)
Collombert (p. 10)
Eliane Kagan (p. 8, 12).

Courrier des lecteurs

Les exigences de l'actualité sociale et des problèmes techniques (réduction du nombre de pages de T.S. consécutive à l'édition de numéros spéciaux « Renault » et « Luttes ») ont fait que le Courrier des lecteurs n'a pu être publié plus tôt. Que nos lecteurs ne nous en veillent pas trop. Ils comprendront certainement nos raisons.

STOP AUX VACANCES EN ESPAGNE. — A l'approche des vacances, il nous semble urgent de publier cet appel que lance le camarade J. Meyer, de Romagnat (Puy-de-Dôme). Il rappelle le Procès de Burgos et le malheureux sort des graciés « disséminés dans les différentes géôles de la péninsule », les arrestations arbitraires, et malgré les affronts de Franco, la collaboration de la France avec l'Espagne franquiste (coopération culturelle - vente de matériels de guerre) et il conclut : « Pendant les congés annuels, tout doit être mis en œuvre pour réduire sérieusement l'afflux des étrangers en Espagne. Nous ne devons pas voir des files de voitures attendre des heures le passage de la frontière, voitures chargées de touristes, apportant de bonnes devises qui perpétuent un régime resté la honte de l'Europe. Le P.S.U. se doit au plus tôt d'alerter dans ce but en France et dans les pays voisins les centrales syndicales, les partis politiques favorables à la classe ouvrière et les formations anti-fascistes. Il ne faut pas que le franquisme survive à Franco ! Il ne faut pas non plus qu'un ouvrier français, belge, allemand... s'étende, indifférent et heureux sous le soleil ardent du pays de Cervantès, tandis que peut-être, non loin de lui, son camarade espagnol hurlera sous la torture ! « Camarades de tous les pays, unissez-vous ».

L'ENFANCE INADAPTEE N'EST PAS UNE AFFAIRE DE CHARITE. — La lettre des institutrices et instituteurs en stage au Centre régional de Formation des Maîtres de l'Enfance Inadaptée à l'Ecole normale de Versailles est si éloquente que nous la publions ici intégralement : « Le gouvernement français... à travers une vaste campagne de publicité organisée par l'O.R.T.F., fait appel annuellement à la générosité publique afin de masquer le problème de l'enfance inadaptée et d'apaiser les consciences.

Si nous considérons comme indispensable une sensibilisation de toute la collectivité à l'existence d'un million de handicapés, nous sommes surpris par la façon dont les responsables gouvernementaux substituent la générosité publique à leurs propres responsabilités.

Pour nous, la véritable croisade consiste à dénoncer :

- les essais atomiques générateurs d'infirmités physiques ;
- les rythmes industriels producteurs d'aliénés ;
- la politique du logement génératrice de déficients intellectuels ;
- la conception de la société formatrice d'handicapés sociaux.

La clé de voûte d'une politique cohérente dans le domaine de l'enfance inadaptée passe par le déblocage de crédits nécessaires à :

- l'édification d'établissements publics spécialisés ;
- la formation rationnelle et systématique de maîtres.

En effet, il est inconcevable de parler de démocratisation de l'enseignement lorsque l'insertion sociale de presque un million d'enfants est laissée à l'initiative privée.

Il est tout aussi inadmissible que les instituteurs de l'école publique, acceptant par dévouement de se spécialiser dans l'enseignement de l'enfance inadaptée, aient à supporter des frais de stage très élevés (4.000 F en moyenne, par an et par individu... ce qui fait le double lorsqu'on vient de province). Naturellement, le syndicat national des Instituteurs se préoccupe de cette question, mais il semble que le gouvernement pose des préliminaires inacceptables au versement d'une indemnité :

- perte du logement (ce qui signifie la mise à la rue de notre famille durant le stage) ;
- perte du poste de détachement.

Il est bien évident que cette situation catastrophique n'incite pas les vocations et que dans l'intérêt de l'enseignement aux enfants inadaptés une solution équitable doit être trouvée rapidement.

• Un courrier important nous est parvenu à la suite de l'article de Michèle Descolonges. Il fera l'objet d'une rubrique spéciale sur ce sujet.

• Le courrier sur « T.S. » — de nombreux lecteurs nous adressent soit des félicitations, soit des critiques. Leurs lettres nous sont très utiles pour la réalisation de notre journal.

Gauche Révolutionnaire n° 4-5 est paru

- La domination de la bourgeoisie et le mouvement ouvrier en 1971
- Éléments pour une stratégie révolutionnaire
- Autonomie prolétarienne et unité populaire
Construction du parti révolutionnaire
- Le mouvement révolutionnaire et les tâches immédiates

36 pages — Le numéro : 2,50 F.

Pour commande, abonnement, diffusion :
G.R., 120, rue Litoff, 92 - Bois-Colombes

Quelques exemplaires du n° 3 : « Dossier question syndicale » sont disponibles (1 F)

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Henri Beley, André Bielany,
Gilbert Chantaire, Françoise
Claire, Michèle Descolonges,
Gérard Féran, Jacques Ferlus,
Christian Guerche, Gilbert
Hercet, Christian Leucate,
Alain Moutot, Dominique Nores,
Jean-Yves Romo, Lucien
Saintonge, Eliane Schweitzer,
Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 30.000 exemplaires

PANTHÉON

**Les mariés
de l'an II**

avec Marlène Jobert
et Jean-Paul Belmondo

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Des manœuvres qui n'auront qu'un temps

Jean-Marie Vincent

La grève des O.S. de Renault est en train de se terminer sur un compromis qui est loin de constituer une victoire éclatante. Les O.S. du Mans obtiennent certaines améliorations de leur statut, ils ont montré leur force et leur capacité à mener la lutte, ils n'ont pu porter le coup qu'ils voulaient porter à l'organisation capitaliste du travail.

A quoi attribuer ce demi-succès ? Bien sûr, aux déficiences qui ont marqué le mouvement dans les différents établissements de Renault. En dehors du Mans il n'y a pas eu mobilisation sur des objectifs précis ou sur une remise en question concrète de l'organisation du travail, mais grève de solidarité. Il n'y a pas eu de comités de grève contrôlés démocratiquement et beaucoup de grévistes ont vécu cette grève dans l'incertitude malgré leur combativité.

Toutefois le phénomène le plus marquant de cette bataille, ce sont les grandes manœuvres politiques auxquelles elle a donné lieu et qui toutes visaient à en minimiser la portée et à empêcher que les travailleurs prennent conscience des implications politiques de leur propre combat.

Le P.C.F., tous les observateurs l'ont remarqué, n'était pas très chaud pour ce mouvement qui ne cadrerait pas avec sa conception habituelle des luttes (revalorisation des salaires, journées d'action revendicative) et son attachement aux augmentations hiérarchisées. Il n'a lancé d'appel à la solidarité financière que relativement tard et une bonne partie de ses efforts a consisté à lutter par tous les moyens contre l'influence « gauchiste » dans les entreprises. La bourgeoisie n'a pas tardé à saisir toutes les possibilités que lui offrait la prédilection du P.C.F. pour l'ordre et son « anti-gauchisme ». Par l'intermédiaire de ses commentateurs les plus autorisés elle a souligné que le P.C.F. jouait un rôle positif dans la situation sociale en freinant la combativité. Lucien Neuwirth, gaulliste bon teint, a dit toute l'importance qu'il attribuait au sens des responsabilités du P.C.F. et de la direction de la C.G.T. Apparemment les attaques du bureau politique de l'U.D.R. contre le P.C.F. et son rôle dans la grève contredisent cette appréciation. En réalité, cette attaque avait précisément pour objectif de rendre le P.C.F. encore un peu plus raisonnable en lui faisant craindre qu'une campagne systématique ne le présente comme un loup vêtu d'une peau de mouton. On attendait en outre de lui qu'il fasse

pression sur la C.F.D.T. et sur les secteurs les plus avancés du mouvement.

En un certain sens, c'est bien ce qui s'est passé. Mais les choses n'ont pas été si simples dans leur déroulement. Devant la détermination des O.S. du Mans la direction de Renault (et derrière elle, le gouvernement) a dû faire plus de concessions qu'elle ne l'avait envisagé. De plus la prolongation du mouvement pendant plusieurs semaines a fait pénétrer dans une grande partie de l'opinion populaire les thèmes de la lutte contre la hiérarchie, les grilles et les cadences. Beaucoup se sont également aperçus que de grands mouvements pouvaient partir de la base et ouvrir de nouvelles perspectives malgré la résistance des appareils.

C'est bien cela qui est la grande leçon des luttes actuelles. Le contrôle qu'avaient jusqu'à présent les organisations traditionnelles de la classe ouvrière sur les mouvements revendicatifs est de moins en moins serré. Leurs formes d'organisation adaptées à des actions de pression sur le patronat et à des négociations régulières sont de plus en plus en porte-à-faux, lorsque les luttes s'orientent, même confusément, vers le refus du salariat et des rapports de travail capitalistes.

En ce sens la grande question qui a été posée et qui reste posée dans la conjoncture actuelle, est celle du renouvellement du mouvement ouvrier et de ses formes d'organisation, qu'elles soient syndicales ou politiques. Il serait tout à fait prématuré d'affirmer que les réponses ont été vraiment fournies et que la classe ouvrière est en voie de dépasser facilement les divisions catégorielles au sein même de l'activité revendicative, voire de surmonter les obstacles à sa propre politisation. Mais ce qui est clair c'est que dans toutes les luttes se dégage peu à peu une avant-garde ouvrière qui ne se reconnaît plus dans les vieux thèmes, dans la routine héritée de dizaines d'années d'électoratisme. Si nous savons lui montrer la voie de l'action révolutionnaire, les données du jeu politique peuvent être totalement bouleversées. Déjà la bataille des O.S. a fait apparaître comme dérisoires les grands effets de tribunes préparant le congrès d'unification du Parti Socialiste et de la C.I.R. Comment peut-on imaginer désormais canaliser la combativité de la classe ouvrière et de tous les travailleurs dans le lit étroit de l'unité de la gauche et des cartels électoraux pour les prochaines élections législatives ? □

Pour une théorie et une pratique révolutionnaires

Critique socialiste

REVUE THEORIQUE DU P.S.U.

Au sommaire du n° 4

- **André HEURTEAUX**
« Rosa Luxemburg et Lénine. »
- **Gustave MASSIAH**
« Eléments pour une analyse du « cadre de vie. »

Confrontations sur le P.C.F.

- **Jean-Marie VINCENT**
« Le P.C.F. sans la révolution. »
- **André BARJONET**
« Le P.C.F., moteur inducteur ou frein ? »
- **Yvan CRAIPEAU**
« P.C. et révisionnisme. »
- **Pierre NAVILLE**
« Questions sur le P.C.F. »
- **André BARJONET**
« Contribution à la nature de classe du P.C.F. »

Critique de livre

- **André BRANDORM**
« A propos de l'échange inégal. »

Prix du numéro : 5 F.

Abonnements (6 numéros) : France 24 F - Etranger 32 F.

Editions SYROS, 54 bd Garibaldi, Paris-15^e (C.C.P. 19.706.28).

SPECIMEN GRATUIT sur demande

luttones internationales

Au royaume de la pourriture

François Della-Suda

LE procès, à Marrakech, de 193 militants marocains, dont nous avons annoncé l'ouverture pour le 17 mai, est reporté à une date ultérieure.

Personne, évidemment, n'est abusé par le « motif juridique » : examen préalable du pourvoi en cassation interjeté par la défense contre l'arrêt de renvoi devant le tribunal régional de Marrakech. Depuis le début de son règne, la clique Hassan-Oufkir a-t-elle jamais habitué l'opinion à des préoccupations légalistes ?

En réalité, le recul de la date du procès — jusqu'à l'été ? — est un recul de peur du Roi. Survenant après l'annulation du voyage aux U.S.A. prévu de longue date, ce deuxième contre-temps révèle mieux sans les faire encore éclater, les contradictions du régime de Hassan que maintiennent au pouvoir les structures féodales du royaume et la contrainte des capitaux étrangers — surtout américains.

BIRD et "Pot de vin"

Les hommes du secrétariat d'Etat et la famille royale avec ses courtisans de l'oligarchie régnante se satisferaient d'une autorité située à mi-chemin entre la dictature policière qui effraie les investissements et le libéralisme dont se méfient les possédants. Pour aider à asseoir une telle autorité, les U.S.A. pensaient profiter des travaux d'irrigation de la vallée de Sebou au nord de la capitale, dont le financement par la B.I.R.D. (Banque internationale de recherche et de développement) était soumis à la définition d'une politique marocaine de récupération et de redistribution des terres, d'où pourrait naître une nouvelle classe, entre la grande féodalité terrienne et les plus pauvres des paysans.

La nécessité s'en faisait d'autant plus sentir que, comme tous les régimes du même genre, celui de Hassan repose sur une armée, une police et une administration avec laquelle on organise la corruption qui impose la complicité.

Plus qu'une institution obligatoire — aucun papier, de l'acte de naissance aux diplômes les plus élevés, en passant par le permis

de conduire ne se délivre sans « pot-de-vin », tout s'achète, l'huissier d'étage et le commis aux écritures, le ministre et le procureur général — elle est système de gouvernement et raison d'Etat, drainant à la famille royale toutes les richesses du pays. Hassan, son frère **Moulay Abdallah**, leurs sœurs en vivent de plus en plus, et le Maroc de 13 millions d'exploités en crève peu à peu.

Ainsi, c'est elle qui ruine le projet de distribution des terres sur le Sebou ; au fur et à mesure que les offices régionaux ont repris les propriétés coloniales ou domaniales et les ont remises en valeur, les hommes de Hassan s'y installent. On dit même que des colons français ont pu revendre directement leurs terres aux grands féodaux. Toujours avec la complicité du pouvoir. Sans que les gens de la B.I.R.D. le sachent. Naturellement. Seulement, viennent de se découvrir deux autres trafics qui reculent, s'il est possible, les limites de la « décence » dans la corruption officielle : l'un concerne le « pas-de-porte » de six millions de francs réclamés par les intermédiaires du roi à la PANAM qui voulait acquérir un terrain à Casablanca, l'autre, les vingt millions de francs placés en France par les habiles courtiers de minerai marocain acheté à bas prix en dissimulant sa véritable teneur en fer.

Malgré ses « promesses », sur ordre de Washington, Hassan a dû annuler sa promenade aux Amériques.

Or, la situation économique du capitalisme marocain exigerait que ne manquât point l'aide en tous genres des U.S.A. Jamais, en effet,



la misère n'est apparue si inéluctable. Elle est le lot de tous ceux qui ne servent pas directement la clique au pouvoir ; des paysans dont les impôts grimpent de 30 %, des petits fellahs du Gharb dont 60.000 hectares furent cet hiver dévastés par les inondations sans que l'on songeât à les aider ; des gens des villes écrasés sous la cherté des prix dans les secteurs vitaux : loyers augmentés, essence augmentée, le prix du beurre doublé en quelques semaines, la farine en hausse de 10 % et, maintenue, la taxe sur le sucre prévue initialement pour financer la construction d'un barrage depuis longtemps terminé !

Les faux semblants

Malgré ces causes de malaise — (affrontements dans le Gharb, faisant des morts et des blessés — grève illimitée des étudiants), malgré le front uni constitué par le parti nationaliste Istiqlal et le parti de gauche non communiste U.N.F.P., malgré cette situation, ou peut-être à cause d'elle, sûr de ses complices pour un temps du moins et sûr de sa diplomatie, le roi pouvait risquer le « coup du procès » pour en finir avec les éléments jugés les plus dangereux des forces d'opposition.

Mais la corruption étalée jette ses éclaboussures partout, sans que l'alibi du remaniement ministériel, le mois dernier, en puisse

effacer les traces. Dlimi, directeur de la Sûreté nationale, joue les procureurs contre certains amis du ministre de l'Intérieur Oufkir et la cohésion de la clique régnante est ébranlée. Les U.S.A. observent et menacent. Le peuple ricanerait s'il n'était las et méfiant, et couve sa révolte.

Le climat ne se prête donc pas à la mascarade de procès qui est retardé.

Notre rôle

Il nous appartient de crier la réalité de l'autre Maroc où la féodalité la plus rétrograde a réussi à asservir tout un peuple, bafouant les femmes, fusillant les enfants, affamant les ouvriers et les paysans. De la dénoncer par tous les moyens, y compris par le boycott des touristes à bon marché, de la coopération dans la bonne conscience... et de la publicité qui vante ce tourisme et cette coopération. De démasquer la complicité de Pompidou - Chaban - Schumann, inconditionnels renforts d'un pouvoir qui leur ressemble. De trouver les formes actives d'aide à ceux qui veulent se dresser au Maroc contre leurs tyrans. De préparer, avec eux aussi, les batailles du socialisme que nous ne gagnerons pas à force de comités internationaux aux signatures prestigieuses mais, par l'apprentissage quotidien de la vérité et de la solidarité. □

Fête sur la commune

Massy, salle du 1er-Mai (dans le grand ensemble)

Samedi 29 mai, de 14 h à 2 h du matin

Théâtre, chansons, pop et expositions

Entrée gratuite

Rafles racistes dans toute la région parisienne

Abraham Behar

Ce qui vient de se passer à Nanterre n'est qu'un des épisodes de la répression généralisée qui s'abat sur les travailleurs algériens. A Nice, Lyon, Perpignan, Paris, Lille, Roubaix, Charleville, Marseille, ce sont les mêmes scènes de ratonnades, les mêmes agressions, et des **assassinats** : Belmoumène Mohamed, Mlle Salima à Lyon, Hadji Salah près de Châlette-sur-Loing, Hadj Bekkar Ekola à Ivry, Hamouda Meziane à Douai et Saadouné Mouloud à Lille, Tabet Mohand et Laib Abdelkader à Charleville, Djefafia Abdelhamid à Marseille.

Nous ne pouvons pas rester silencieux devant une telle sauvagerie, ne pas agir tout de suite, c'est être complice.

C'est pourquoi nous appelons tous les militants du parti à se mobiliser pour percer le mur du silence, assurer aux travailleurs algériens de toute l'aide nécessaire et surtout à développer la **solidarité politique** par des meetings, des tracts, des discussions.

Il revient aux militants du secteur entreprise d'être au premier rang de cette campagne antiraciste, pour le soutien aux travailleurs algériens.

La solidarité du prolétariat de France doit être totale et sans hésitations.

Déjà, un meeting à Nanterre aura lieu avec nos camarades algériens. Il faut en organiser partout. Dans toutes les villes.

Le P.S.U., qui a mené la lutte pendant la guerre au côté du peuple algérien, ne laissera pas faire cette violence gouvernementale et fasciste contre nos frères de combat.

Ceci dépend d'abord de nous.

La Commission Nationale Entreprise conjointement avec la Commission Internationale centralisera toutes les informations et la popularisation des actions.

Les faits

Jeudi soir (vers 2 heures du matin), la police effectue un contrôle d'identité dans un café algérien de Nanterre. De nombreux Français étant présents, on s'en tient là.

Vendredi soir (vers 1 heure du matin), même opération. Aucun Français n'est présent. Les Algériens sont emmenés au poste mais très vite relâchés.

Samedi soir (23 h 30), c'est la descente de police massive, quatre ou cinq cars et trois ou quatre voitures, remplis de policiers armés, encerclent le pâté de maison auquel le café appartient. Tous les clients sont embarqués, sauf le patron et deux ou trois personnes qui subissent le même sort vers 1 heure du matin. Il ne s'agit plus cette fois d'un « contrôle poli », mais d'un « tabassage » en règle, dans les cars ainsi qu'au commissariat. Les travailleurs algériens sont relâchés vers 5 à 6 heures du matin. Nombreux sont ceux qui ressortent avec l'arcade sourcillière ouverte ou la pommette saillante. Trois Français font partie du lot, auxquels ont dit : « Tirez-vous de là, autrement vous allez voir ce qui vous arrivera ».

Cette opération est répétée, dans la même nuit, pour tous les cafés

algériens de Nanterre. Selon le président de l'amicale des Algériens en Europe, c'est l'ensemble de la région parisienne qui a été ainsi « ratissée ». Nous voici revenus aux nuits les plus sombres de la guerre d'Algérie.

Les prolétaires les plus opprimés

Cette opération de police est la dernière en date, et la plus spectaculaire, d'une série de provocations racistes à l'encontre des ressortissants algériens et dont le dernier numéro de « Tribune » a fait état.

Pourquoi cette provocation énorme ? Pour pousser les travailleurs algériens à quitter la France ? De puis la dégradation des rapports entre Paris et Alger, l'intention se précise mois après mois, à tous les niveaux, et notamment au niveau de l'emploi (bureaux de placement et employeurs). Entre tous les travailleurs étrangers et à égalité de qualification, les Algériens sont les derniers embauchés et les premiers licenciés. Même phénomène sur le plan de l'habitat : en février 1970, le Premier ministre a promis d'en finir avec les bidonvilles et les taudis d'ici 1972. Les travailleurs

algériens attendent toujours que cette belle promesse trouve un début de réalisation en ce qui les concerne.

Ajoutons à cela que de nombreux logeurs refusent de recevoir des Algériens, et les expulsions d'Algériens se multiplient depuis quelque temps dans le Nord, sans que les intéressés soient avisés des motifs. Quant aux conditions de travail : ce sont les travailleurs algériens qui connaissent le taux le plus élevé d'accidents de travail.

Autrement dit, parmi toutes les fractions du prolétariat de France, c'est le prolétariat algérien (exploité notamment dans la sidérurgie, la chimie, les mines et — à 40 % — dans le bâtiment) qui est le plus opprimé.

La guerre d'Algérie n'est pas terminée

Neuf ans après les accords d'Evian, la guerre d'Algérie hante toujours la conscience collective des Français. S'il n'en était pas ainsi, les multiples attentats racistes anti-algériens se seraient vite réduits, « Minute » n'affirmerait pas impunément ses slogans néonazis, et la police n'agirait pas comme elle fait, avec le silence complice de la grande presse.

Les travailleurs algériens sont pourtant une source de profits énormes pour les capitalistes : 1 milliard de gain, déduction faite des 2 à 2,5 milliards de salaires et charges sociales. Mais l'impérialisme français a d'immenses réserves d'esclaves, notamment en Afrique, où il lui suffit de puiser. Il est donc parfaitement en mesure de remplacer tous ceux qui, las de subir ses provocations, décideraient de retourner en Algérie. Il possède donc un puissant moyen de pression pour faire céder le gouvernement algérien dans le conflit pétrolier qui oppose Paris et Alger.

La solidarité prolétarienne poussera-t-elle le prolétariat français à faire bloc aux côtés du prolétariat algérien ? On sait que remonter le courant n'est pas simple. Huit ans de guerre d'Algérie sont là pour nous prouver que le chauvinisme impérialiste n'est pas un vain mot. Heureusement, les récents conflits de classe révèlent la puissance croissante d'une nouvelle génération d'ouvriers français moins atteinte que les précédentes par l'idéologie réformiste et chauvine. Mais ce processus de renouvellement n'en est qu'au début de son évolution. A combien de rafles racistes assisterons-nous encore avant qu'il parvienne à maturité ? □

Découverte et Culture

94, rue N.-D.-des-Champs
Paris VI^e

Tél. : 325.00.09

44, rue St-Georges, Lyon-5^e

A la découverte des
socialismes...

Pologne

970 F

8/29 août

3 semaines tout compris
(par avion)

Varsovie-Gdansk-Poznan
Wroclaw-Varsovie
Les syndicats, le Parti
ouvrier polonais, la
situation économique.
L'Union des femmes

Tchécoslovaquie

890 F

8/29 août

- Tout compris (en train)
- 15 jours de circuit :
Prague - Bratislava
- 1 semaine de
détente :
Banska - Bystricka

Les syndicats, le P.C.T., la
fédéralisation, la situation
économique, les organisa-
tions de jeunesse
la presse

Yougoslavie

910 F

10 juil./1^{er} août et 9/31 août
3 semaines tout compris
(en train)

Belgrad-Sarajevo-Zagreb
Rijeka-Ile de Crès

- L'autogestion
- La fédéralisation
- La ligue des
communistes
- Les syndicats
- Une semaine chez
l'habitant à l'île de
Crès.

Guerre civile en Irlande

Alain Guillerm

L'I.R.A. (armée républicaine irlandaise) et l'organisation légale qui lui est parallèle, le Sinn Fein, ont éclaté en deux avec une minorité d'un tiers appelée « Provisionals » (dite I.R.A. « pro ») et une majorité qui continue à se baptiser usuellement « Republicans » (1). **Personne en France n'a déploré cette scission et la presse révolutionnaire (2) a, semble-t-il, pris position en faveur des nouveaux venus, les « Provisionals ».** Leur apparition a été marquée par une recrudescence des combats entre patrouilles anglaises et I.R.A., entraînant des morts de part et d'autre.

Tous les Anglais tués au combat (nous ne parlons pas des trois soldats tués en civil, acte sans doute dû à une provocation unioniste (Unionistes partisans du Royaume-Uni) ou à des irréguliers ne sont pas forcément à mettre au tableau de chasse des « Provisionals ». Il est important de comprendre que le but des révolutionnaires n'est pas uniquement de se payer un tel « tableau » mais de coordonner et de développer l'action révolutionnaire des masses dans leur totalité dans le but de préparer le passage au socialisme. Cela résume tous les points de rupture entre I.R.A. et « Provisionals » que la presse française n'a pas soulignés. Ces points sont au nombre de trois : le premier est l'option ouvertement socialiste et marxiste de l'I.R.A. que les Provisionals attaquent violemment en les traitant de « totalitaires », de « communistes » (lisez « stalinien ») etc. Le second, découlant du premier est la **ligne de masse** que s'est donnée l'I.R.A. abandonnant la tradition d'une **action uniquement militaire**. Le troisième enfin est son attitude « frontiste » envers le P.C., les Trade Unions et les mouvements culturels radicaux, en opposition avec l'anticommunisme et le sectarisme des Provisionals. Nous ne pouvons là-dessus opposer à chaque fois politiquement provisionals et majoritaires étant donné le manque quasi total de positions politiques des premiers. Ce que nous devons retenir c'est le prodigieux acquis des luttes qu'a menées l'I.R.A. de 1905 à 1970.

Quel socialisme ?

Au lieu de s'autoproclamer comme telle, l'I.R.A. est devenue marxiste de par la nécessité interne de son développement. C'est pourquoi l'analyse qu'elle fait du marxisme est particulièrement fructueuse (3). Pour l'I.R.A., la pensée de Marx devient peu à peu de 1848 à 1880 la théorie révolutionnaire du prolétariat de même qu'elle en est la meilleure expression ; ce processus dialectique aboutit à l'A.I.T. (Association internationale des travailleurs) et ce n'est pas un hasard si les **Fenians** (partisans du Sinn Fein) de l'époque la contactent de même que Marx défend violemment les Fenians emprisonnés, et culmine avec la Commune de Paris et sa compréhension par Marx.

Mais dans les années 1880 apparaît un phénomène nouveau : l'im-

périalisme (colonialisme) qui permet à la bourgeoisie de « corrompre » la majorité de la classe ouvrière. Le marxisme n'est plus porté que par des minorités en Europe et seules l'Irlande et la Russie parce qu'elles sont, de manière différente, victimes de l'impérialisme, échappent à la règle avec respectivement **Connolly** (4) et Lénine. En Irlande cela se manifeste aujourd'hui de deux façons : le trotskysme ne lutte pas contre l'entrée dans le Marché commun (préoccupation centrale de l'I.R.A.). Il pense qu'une grande Europe liera tous les travailleurs (c'est une vérité tellement partielle qu'elle en devient une erreur radicale) ; il met en avant le slogan sectaire de « République ouvrière » alors qu'il n'y a en Irlande que 500.000 ouvriers sur 5 millions d'habitants.

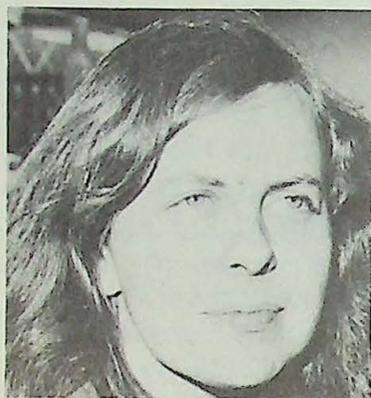
Le marxisme comme courant à vocation majoritaire ne réapparaît, sous de multiples autres formes, qu'à partir de 1960 à travers des mouvements où on ne l'attendait pas : luttes nationales, « minorités » diverses (femmes, intellectuels, marginaux), paysans, secteur tertiaire, techniciens et ingénieurs, et enfin au sein des masses chrétiennes. (Cela est très important pour l'Irlande). Ce sont tous ces secteurs qu'il faut unifier dans le combat révolutionnaire pour le socialisme parce qu'on ne peut pas le bâtir contre eux. Même si on le faisait, en forçant l'histoire, on aboutirait non au socialisme mais au stalinisme.

Vers la guerre de masses

Le second point de scission entre l'I.R.A. et les Provisionals concerne ce qui est essentiel à l'I.R.A. dans son ensemble, c'est-à-dire la stratégie née de la lutte armée. Sur ce point les Provisionals ont gardé la tactique uniquement militaire traditionnelle ; l'I.R.A. menant des attaques de front contre l'armée anglaise et le Sinn Fein se contentant au Nord et au Sud de fournir un appui logistique à l'I.R.A. Avec cette conception purement militaire, les Républicains ont adopté une stratégie plus conforme à un mouvement révolutionnaire ; le Sinn Fein est conçu comme un parti politique de masse et l'I.R.A. est son armée. Mettre « la politique au poste de commande » n'était pas un faible effort dans un mouvement où c'est toujours le militaire qui a créé le politique. Cela impliquait notamment le dépasse-

ment de toute une tradition « républicaine ». Le premier point tout à fait mythologique de cette tradition consistait à refuser de présenter dans tous les cas des candidats aux élections (au Nord comme au Sud) pour ne pas reconnaître la partition. Ce curieux mélange d'ultra-gauchisme et de juridisme est désuet quand on pense à l'immense usage qu'a pu faire **B. Devlin** de son mandat de député du Nord et à Westminster ! (Le Parlement de Sa Majesté britannique n'est-il pas un endroit inacceptable pour des républicains irlandais nationalistes !). Cela est encore plus dangereux au Sud où le caractère démocratique bourgeois du régime amènera toujours les abstentionnistes de l'I.R.A. à voter pour le moindre mal contre la droite fasciste ou collabo, c'est-à-dire à remettre en selle l'actuel président De Valera « le pire hypocrite qui soit » selon United Irish. L'actuel Sinn Fein a tout simplement mis au rencart la mythologie anti-électorale et juriste et proclamé que les révolutionnaires présenteraient des candidats si le rapport de forces l'exigeait et en tenant compte du présent et non de la tradition.

Un autre point de cette tradition concerne l'attitude à adopter envers les protestants du Nord. Sur ce point le caractère réactionnaire des Provisionals apparaît dans toute sa clarté. La haine des protestants est spontanée chez le prolétariat catholique (notamment à Belfast à cause des terribles pogroms de 1969, cette ville est d'ailleurs le seul point d'appui des Provisionals) ; mais les Prov. ont réussi à amalgamer les trois éléments : anticommunisme, bigoterie catholique et haine des étrangers en bloc (y compris des autres mouvements de libération) en une idéologie que la base répète comme un catéchisme. A l'opposé, les officiels dans leur remarquable « Lettre du Sinn Fein aux protestants d'Irlande » disent clairement qu'ils cherchent à tout prix à jeter un pont entre ouvriers catholiques et protestants (chose d'autant plus importante et difficile que ce sont les travailleurs qui suivent le **fasciste Paisley** alors que la bourgeoisie protestante se paie le luxe d'être plus libérale) ; cette tentative suppose une lutte à long terme et non une simple agitation terroriste. Pour cela, les officiels mènent des actions de masses profondément originales. Ils créent des bureaux d'emploi (le chômage sévit au Nord et au Sud, chez les catholiques et



Bernadette Devlin

Tribunes libres pour le VII^e Congrès

Choisir : un pas en avant ou deux pas en arrière

P. Bauby — B. Miege — P. Boedard — H. Rouillault

LE P.S.U. doit approfondir le débat stratégique commencé aux deux derniers conseils et en tirer les conséquences pratiques.

Pour cela, il faut d'abord tirer un bilan de la dernière période politique.

Celle-ci est marquée par de grandes initiatives autonomes du mouvement révolutionnaire : la campagne du Secours Rouge sur le procès de Burgos, la manifestation du 1^{er} Mai, la campagne des élections municipales, pour ne citer que ces trois exemples. Ces initiatives ont eu un impact important dans la classe ouvrière, elles ont renforcé le travail de masse quotidien sur les différents fronts de lutte, secondairement, elles facilitent le ralliement des militants honnêtes du P.C.F. (il leur est difficile, par exemple de justifier l'attitude de celui-ci lors du meeting d'Ordre Nouveau !). Elles montrent que cette politique est bien préférable à la tactique de parasitage du P.C.F., appelée Front Unique, que le P.S.U. avait pratiqué par exemple lors de la loi anticasseurs en mai 70.

Le P.C.F., lui, s'en rend compte et les initiatives autonomes des révolutionnaires sont pour beaucoup, dans son actuelle hystérie contre le « gauchisme », P.S.U. compris.

La politique que nous avons proposée au conseil national de Rouen 70, (1) et qui avait été alors minoritaire, le P.S.U. a été conduit à l'appliquer dans la pratique : priorité à l'affirmation autonome des masses et du mouvement révolutionnaire, sauf lors d'un certain nombre d'accords municipaux en contradiction complète avec l'évolution politique du parti. Ceux qui se sont obstinés au parasitage n'ont guère eu de succès dans ce domaine. De même, sur un autre terrain, la Ligue n'a trouvé que deux mille militants pour aller le 1^{er} Mai derrière la C.G.T., crier « le syndicat est l'arme de tous les travailleurs », puis « C.G.T. trahison » lorsqu'elle s'est fait agresser. Où est la clarté dans une telle politique ?

Mais la période politique actuelle est surtout marquée par l'approfondissement des luttes. D'abord, les luttes ouvrières, de la vague de séquestrations au mouvement des mineurs, à la lutte des Batignolles jusqu'à l'actuel mouvement parti de Renault ; mais aussi les

luttes des vignerons et des paysans, celles du mouvement lycéen qui ont commencé à toucher massivement les lycées techniques et les C.E.T.

Cet approfondissement est cependant encore dispersé. Personne n'était capable en février de relier la lutte des Batignolles, celle des vignerons et le mouvement lycéen dans une même attaque contre l'Etat bourgeois et sur le même projet de transformation de la société ; c'est la première des questions sur laquelle nous allons revenir.

En ce qui concerne les luttes ouvrières, jusqu'à l'actuel mouvement il n'y a pas eu d'offensive générale mais persistance de la combativité marquée par de nombreux conflits contre l'offensive patronale d'intensification du travail et de liquidation de certains secteurs.

Ces luttes ont souvent un contenu égalitaire, anti-hiérarchique, elles refusent la politique contractuelle. Elles se caractérisent par des formes illégales des assemblées où tous s'expriment et décident. A la pointe de ces luttes, se développe un nouveau courant très divers : syndicalistes radicalisés, jeunes travailleurs et immigrés combattifs ; nous appellerons ce courant, dont l'importance varie avec l'intensité de la lutte, la « gauche ouvrière ».

C'est pour court-circuiter ce courant, et notamment les militants C.F.D.T. actifs dans les luttes, que le P.C.F. et la direction de la C.F.D.T. essayent de mettre sur pied le front C.G.T.-C.F.D.T., de façon à bloquer les luttes et à reconstituer l'unité de la gauche. Comment organiser ce courant ? Sur quelles perspectives quant à l'unification des luttes entre les usines et avec l'extérieur (elle est particulièrement décisive à un moment où le patronat durcit son attitude et où les luttes se multiplient). Tel est le second problème que nous allons poser ici.

Pour quelle société nous battons-nous ?

C'est la première question. La réponse ne se trouve pas dans l'abstrait mais dans le contenu souvent implicite des luttes actuelles,

contenu qu'éclaire l'histoire du mouvement ouvrier. Personne n'a envie de se battre pour passer de la France à la Pologne, c'est-à-dire à une société où les usines ont simplement changé de directeur.

Il s'agit de lutter pour une société où tous les rapports sociaux soient transformés :

● une société où le pouvoir politique soit celui des conseils de travailleurs et non celui du seul parti d'avant-garde,

● une société où tout le monde fasse à la fois un travail manuel et un travail intellectuel, de façon à ce que les ouvriers et les techniciens puissent ensemble chercher à automatiser la production, à la rendre moins pénible, à reconverter la production... Tout cela dans la perspective de former un homme nouveau manuel et intellectuel,

● une société où l'on détruit l'école actuelle qui reproduit la hiérarchie sociale, pour en construire une autre sous le contrôle des travailleurs,

● une société où s'opère la libération de la femme (suppression de la production domestique, éducation collective des enfants...).

On le voit, une société où le processus de passage au communisme sera dirigé par le prolétariat lui-même, et non par une minorité de dirigeants, de cadres et de technocrates, quelle que soit leur compétence.

Cette société, nous sommes conscients qu'elle ne naîtra pas des urnes ou de la « démocratisation de l'Etat », mais que le peuple ne pourra l'édifier qu'en commençant par détruire, les armes à la main, l'ancienne société. Dans un pays comme la France, cette lutte ne prendra pas la forme de bases rouges ! Il faudra, dans le cadre d'un puissant mouvement gréviste passer de la violence défensive à l'offensive révolutionnaire contre l'Etat et ses appareils de répression, c'est-à-dire, faire l'insurrection armée des masses (2).

Cette nécessité de la violence révolutionnaire qu'implique le texte unanime de l'A.O.P. de Paris et que refuse explicitement celui de l'A.O.P. du Centre, n'est pourtant pas une découverte pour les travailleurs ; ils en font l'apprentissage

quotidien dans leurs luttes, en étant capables d'opposer ce qu'ils estiment légitime à la légalité bourgeoise et en n'hésitant pas ainsi à prendre des formes de luttes illégales ou violentes.

Développer tout le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière

On ne peut viser la destruction par les masses de la société bourgeoise et un pouvoir qui soit celui des masses sans que cela ne se prépare dès maintenant.

Il apparaît dès lors que le regroupement des révolutionnaires et le travail dans les syndicats ne suffisent pas pour qu'une gauche ouvrière s'affirme et dirige la lutte. Si les syndicats assurent encore un minimum de défense du pouvoir d'achat des travailleurs, ils ne sont pas le moyen de cette offensive ouvrière qui est nécessaire et possible.

De nombreux militants syndicalistes, voire des sections syndicales en particulier à la C.F.D.T., jouent souvent actuellement un rôle important pour cristalliser la combativité des travailleurs. Mais on voit aussi que cela ne suffit pas à l'expression de toute celle-ci et que les sections syndicales C.F.D.T. même avancées oscillent souvent entre l'accord avec la C.G.T. et le développement de la lutte.

Pour aller plus loin, il faut constituer « l'autonomie de lutte » de la classe :

● pousser à l'organisation démocratique de l'ensemble de la classe en période de lutte : assemblées sectorielles et générales où tous s'expriment et décident ; comités de grèves élus par les travailleurs et révocables...

● chercher progressivement à constituer en une force autonome, de façon permanente, les travailleurs les plus combattifs dégagés par la lutte (des divers syndicats et non-syndiqués), à unir la révolte et l'expérience de la lutte. Ce processus sera lent, très variable suivant les usines, le niveau des luttes. C'est la direction qu'ont suivie par exemple, le comité de lutte de

Caterpillar, la base ouvrière de Flins, malgré toutes leurs difficultés actuelles, il nous semble que c'est la bonne direction.

● pour accélérer ce processus, il faut des lieux où la gauche ouvrière des différentes usines pourra systématiser sa pratique.

Parallèlement, il faut développer l'autonomie prolétarienne à son niveau le plus achevé, en œuvrant à la constitution du parti révolutionnaire autour des ouvriers les plus combattifs.

L'enjeu du VII^e congrès

Pour certains camarades, il est clair qu'il s'agit de revenir en arrière (3). Sur le plan théorique, il s'agit de remettre en cause toute l'avancée du P.S.U. Sur le plan stratégique, il s'agit de faire croire que le P.C.F. est encore « dans le camp anticapitaliste » comme le dit l'A.O.P. de Rhône-Alpes pour préparer l'alliance politique avec lui pour les législatives de 73, de façon à être l'aile gauche d'un gouvernement d'union démocratique. Sur le plan du P.S.U. cela veut dire lutter contre la direction du secteur entreprise et contre le courant de gauche.

Pour nous, un gouvernement d'union démocratique n'a rien à voir avec le pouvoir révolutionnaire. Il faudra clairement démontrer la nature de classe de ce gouvernement (une gérance loyale du système capitaliste), mobiliser les masses pour le déborder, l'abattre et édifier leur pouvoir.

Nous pensons au contraire que ce congrès doit être un pas en avant, il doit partir des luttes de masses actuelles et des initiatives du mouvement révolutionnaire pour définir les axes de la société pour laquelle nous nous battons, les principaux éléments de stratégie et en tirer les conséquences en continuant de rompre avec l'héritage de la social-démocratie, au sein du P.S.U.

(1) Voir le texte dans le bulletin intérieur numéro 1.

(2) Car l'insurrection armée du parti, elle ne réussit jamais.

(3) Voir le rapport présenté par Michel Rocard à la D.P.N. de février paru dans « Directives ».

De Dijon à Lille

Robert Chapuis

LE VII^e Congrès devra faire des choix essentiels. Pour comprendre lesquels, il faut voir où en est le P.S.U. depuis le Congrès de Dijon. Le rapport de Michel Rocard devant la D.P.N., fin février, a fourni une première analyse.

Je voudrais tenter de la prolonger et d'en tirer les conséquences.

En deux ans, les attitudes politiques des militants P.S.U. ont évolué :

● Le refus du « radicalisme » leur est commun : il n'y a plus de courant « mendésiste ».

● Le refus de la social-démocratie est moins univoque : peu d'intérêt pour les débats autour du P.S., mais le tempérament social-démocrate continue d'inspirer la pratique de certains militants (goût de la procédure, notabilisme, prédominance du souci électoral, séparation entre le domaine politique et les luttes sociales...). Cette situation ne correspond pas seulement à un « héritage » à l'intérieur du P.S.U., elle reflète aussi la diversité des situations locales et régionales que connaissent les militants.

Elle sera facilement dépassée si le Parti résout les deux questions essentielles qui lui sont posées :

● Le rapport au P.C.F. : beaucoup de militants P.S.U. vivent leur adhésion comme un refus de se lier au P.C. ; les raisons peuvent en être très diverses : tactiques (constituer une grande force de gauche non communiste), stratégiques (lutter contre l'illusion de la « démocratie avancée »), idéologiques (dénoncer le révisionnisme du P.C.F. ou son bureaucratisme). D'où la grande difficulté du débat sur le mouvement communiste. L'attitude générale des militants à l'égard du P.C.F. explique leur discipline (quasi totale) à l'occasion des élections municipales : en rompant avec le P.S.U., Marchais a fait un mauvais calcul ; au lieu de diviser le Parti il l'a réuni !... Néanmoins, tous les problèmes restent posés.

● Le rapport au gauchisme : celui-ci est plus une attitude qu'une force politique ; il s'exprime dans les formes de lutte plus que dans les objectifs ; il pose le problème de la « vie » plus facilement que celui de l'Etat ; il met le pouvoir en question dans son existence plus que dans son essence. Tous ces aspects sont aisément compris et même vécus par les militants P.S.U., mais ils ne permettent pas de définir le rôle et la forme du Parti, du programme, de la lutte pour le pouvoir. D'où une tendance à éliminer ces questions (chez des militants qui se sentent plus « gauchistes » que P.S.U.) ou, à l'inverse, à les estimer comme contradictoires avec le gauchisme (dont on voudrait se détacher, sans pour autant tomber dans les pièges du P.C.F. : voie mal commode, ce qui explique la morosité de certains militants).

Perspectives d'avenir ?

Tout le problème du P.S.U. se retrouve dans la capacité de lier ces deux débats l'un à l'autre :

● Ou bien on estime que le rapport au P.C.F. exclut le rapport au gauchisme, et réciproquement, alors le P.S.U. est voué à éclater entre

un P.S. de gauche et un groupe gauchiste de plus ;

● Ou bien on parvient à tenir à la fois la critique du P.C.F. et le dépassement du gauchisme (au sens où l'entend Gérard Féran dans T.S. du 11-2-71) et le P.S.U. pourra constituer cette force politique révolutionnaire que le gauchisme ne parviendra pas à réaliser sur ses propres bases et que le P.C.F. ne peut plus représenter désormais, ne serait-ce qu'en raison de son insertion dans le mouvement communiste international (cf. l'évolution parallèle du P.C.I.).

Faute de trouver des réponses, au moins des éléments de réponse, aux questions qu'ils ne cessent de se poser, les militants vivent très mal leur adhésion au Parti, alors même qu'ils s'engagent davantage dans les luttes réelles et transforment d'autant la nature du Parti. Ce malaise les conduit à se poser sans cesse le problème de la construction du parti révolutionnaire, comme la solution-miracle à tous leurs maux. Mais à quoi sert de fabriquer des plans d'architecture quand on ne sait pas où poser la maison ? Le parti révolutionnaire se construira dans la mesure où ses fondements auront été éclairés ; en ce domaine, il est dangereux de prendre l'effet pour la cause.

Le Conseil national de Rouen a montré les impasses où pourrait conduire une démarche qui s'enfermerait dans des problèmes organisationnels de type abstrait. D'où la volonté de poser la question du « programme ». On s'aperçoit alors très vite que l'on retrouve des problèmes d'organisation beaucoup plus concrets : ceux qui concernent le P.S.U. lui-même.

L'organisation du parti.

Pour réfléchir sur son organisation, le P.S.U. est soumis à des traditions et à des pressions. Elles l'embarrassent quelque peu, mais il doit bien en tenir compte.

Les traditions

Il en est quatre principales :

● Social-démocrate : liée aux débuts du mouvement ouvrier, sous sa forme parlementaire, liée aussi aux contraintes du système politique français et de la « démocratie bourgeoise ».

● Léniniste : sous sa forme bolchevique ou « marxiste-léniniste » ; c'est le modèle des partis « communistes » à travers le monde, avec des nuances pour le parti chinois.

● Trotskyiste : c'est l'avatar des précédentes ; elle est une critique interne au modèle léniniste et se constitue par sa capacité critique. Le trotskysme est, par nature, une « tendance ».

● Populiste : enracinée dans la tradition proudhonienne, et renouvelée aujourd'hui par les courants spontanéistes.

Les pressions

Elles s'exercent dans deux directions, plutôt contraires :

● L'économisme : le socialisme comme rationalité industrielle, base de la justice sociale ;

● L'idéalisme : le socialisme comme utopie rédemptrice ; la crise de l'Eglise libère de nombreux militants chrétiens dont la démarche naturelle est facilement idéaliste ou volontariste ; un grand nombre se retrouvent au P.S.U.

Il est une voie qui consiste à pratiquer un juste équilibre entre ces pressions, en fonction des tempéraments ou des compétences, et à juxtaposer les différentes tendances « historiques » dans leur version moderne. C'est le parti-mosaïque, avec les périodes de réconciliation et de divorce dont on peut trouver l'image dans l'histoire du trotskysme français, par exemple. Durant ces dernières années, le mouvement étudiant a eu le visage de cette juxtaposition : l'U.N.E.F. en est morte. Qu'en serait-il pour le P.S.U. ?

Il est commode pour des candidats au pouvoir d'imaginer un parti où il n'y aurait que des minorités : la place est libre alors pour ceux qui se placent au centre en toute hypothèse, quitte à changer de place selon l'évolution des forces en présence. Mais la plupart des militants du P.S.U. sentent bien que leur parti perdrait toute justification à n'être que le lieu des contradictions propres au courant socialiste et révolutionnaire.

Ceux qui se refusent à un parti purement « fédérateur » se proposent généralement deux types de références pour échapper au danger :

● Une référence « ouvrière » : on insiste alors sur l'unité de la classe ouvrière et la nécessité d'un lien absolu entre le parti et cette classe. Le Parti est à l'œuvre au milieu des masses pour rechercher leur unité, à travers l'unification des luttes et sur les positions de la classe ouvrière. Le P.S.U. est alors un mouvement politique au service des masses.

● Une référence « politique » : on entend proposer des objectifs aux luttes de masse ; pour dépasser le corporatisme et le réformisme inhérents à ces luttes, il est nécessaire de « faire passer » à travers les organisations de masse des objectifs capables de poser le problème du pouvoir. Le P.S.U. doit être, à cette fin, inscrit dans la masse elle-même, par le nombre de ses militants, comme par leur influence. Le P.S.U. est alors un mouvement politique de masse.

Ces deux références sont-elles antinomiques ou compatibles ? Voyons bien que si l'on charge la première à l'exclusion de la seconde, on aboutit très vite à un nouveau « parti de la classe ouvrière » qui doit rivaliser avec le P.C.F. pour affirmer sa légitimité et le rejeter dans l'enfer de la social-démocratie (le problème étant alors de la faire réellement et non pas seulement en paroles...). Le P.S.U. sera alors le seul véritable « parti communiste français ».

Si l'on charge la seconde référence par rapport à la première, on aboutit à une sorte de travailisme français dont le sort sera déterminé par l'évolution du mouvement syndical. Face au P.C., parti de la C.G.T., le P.S.U. sera le parti

de la C.F.D.T. Restera alors à savoir dans quel sens marchera la courroie de transmission.

Il est donc nécessaire de tenir ensemble ces deux références, ou plutôt de les dépasser dans la création d'un véritable « pôle révolutionnaire » qui ne se confond pas avec le P.S.U. mais a besoin de lui.

Pour un pôle révolutionnaire.

Pendant des dizaines d'années, la politisation des luttes sociales s'est confondue avec leur traduction parlementaire : c'est l'image du « front populaire ». La V^e République a inventé de nouvelles formes politiques qui excluent cette traduction. En juin 68, c'est la droite qui a bénéficié du mouvement de Mai ; l'échec avait démobilisé les forces populaires, les hésitants ont rejoint le vainqueur, c'est-à-dire de Gaulle. Les élections ne créent pas un rapport de forces, elles le sanctionnent. Ce n'est plus au Parlement qu'il est possible de faire évoluer le rapport de forces ; les forces parlementaires de gauche — en dehors du P.C.F. — tendent à perdre toute référence sociale. C'est le résultat de la politique gaulliste et de l'évolution de la lutte des classes.

On ne peut pour autant s'imaginer que la politisation des luttes sociales va désormais s'effectuer de façon naturelle et spontanée. La lutte des classes est un phénomène historique. La prise de conscience de cette lutte est un phénomène politique qui implique des médiations. Médiation par l'intelligence de ces luttes, et c'est le problème de « l'intellectuel collectif » dont parlent Gramsci et Mallet... Médiation par l'action elle-même et les choix qu'elle implique sur les différents terrains de lutte (définition des priorités et des objectifs, réalisation militante d'une politique au sein des masses). Le léninisme ne suffit pas à définir la modalité présente de telles médiations : il est la réponse à une situation historique donnée, dans un cadre national déterminé. Les formes modernes du capitalisme et de l'impérialisme, la liaison entre les phénomènes d'exploitation et d'oppression, la mise en cause des structures fondamentales de nos sociétés, le dialogue qui s'établit désormais entre le socialisme d'Etat et le capitalisme avancé, nous obligent à rechercher un cadre original pour l'intervention politique, pour la réalisation concrète des médiations nécessaires à l'expression politique des luttes en même temps qu'à leur politisation progressive.

Dans son effort pour constituer un véritable pôle révolutionnaire dans notre société, le P.S.U. est amené à connaître une double nature :

● Celle d'un parti, avec son organisation, son idéologie, sa discipline, son insertion dans la vie politique instituée.

● Celle d'un mouvement, avec sa dynamique, sa liberté, l'affirmation de sa légitimité (au-delà des formes légales imposées par le système).

Le P.S.U., à la fois parti et mouvement.

Cette double nature est une source de difficultés et d'ambiguïtés, mais elle est la condition d'un passage à la réalité, d'une réalisation politique de la lutte des classes ; c'est la condition pour poser sérieusement le problème du pouvoir d'Etat et fournir aux travailleurs une raison de lutter et d'espérer. Le P.S.U. est mieux placé que tout autre pour prendre cette voie :

● Parce qu'il est né d'une première rupture avec les partis traditionnels.

● Parce qu'il a su adhérer en tant que parti au mouvement de Mai 68.

● Parce que ses militants sont engagés dans des luttes réelles, dans les principaux secteurs de la société.

De plus, la période peut lui être favorable :

● Le développement capitaliste et les nécessités de l'impérialisme suscitent des crises considérables, embrasant des régions et des nations entières ; les cadres politiques et idéologiques traditionnels sont mis en cause et le « libéralisme » est plus que jamais déchiré de contradictions.

● Il existe des forces sociales révolutionnaires, capables d'homogénéité (cf l'alliance ouvriers-pay-sans, enseignants-lycéens...) : il est évident, en effet, que la révolution ne dépend pas de la constitution d'une avant-garde, mais de l'existence des forces sociales. C'est sur celles-ci qu'il faut fonder la constitution d'une avant-garde, susceptible de se former en un « parti révolutionnaire » tel qu'on l'entend habituellement, mais capable aussi de se réaliser en d'autres formes politiques, encore difficiles à imaginer, faute d'expérience historique.

● La stratégie de « démocratie avancée » conduit le P.C.F. à l'immobilité : il n'y a pas d'autre voie pour lui que le contrôle organisationnel, avec le risque de voir les organisations perdre aussi bien leur signification politique que leur « représentativité » elle-même. Il y a bien entendu d'autres contradictions qui font que le P.C.F. reste une masse importante, mais qu'il ne peut lui-même se mettre en mouvement.

Le rôle du P.S.U. comme parti :

Il se détermine autour de deux axes principaux :

● Le programme révolutionnaire : il doit unifier les objectifs de lutte avec les caractéristiques de la société socialiste à construire. C'est en cela qu'il s'agit d'un « programme de transition », non au sens d'un programme chèvre et chou qui fournirait aux masses l'image d'un purgatoire socialiste, mais au sens d'un système de double relation : entre les luttes des différents secteurs d'une part, entre les luttes d'aujourd'hui (contre le pouvoir) et les luttes de demain (à travers le pouvoir). Il faut réunifier la stratégie et le projet, sur des bases nouvelles par rapport aux années 60.

● Les relations avec le P.C.F. : depuis le Conseil National de Rouen, nous parlons de « front unique », c'est-à-dire d'un front de classe, dont nous ne saurions exclure le P.C.F. L'expression a l'inconvénient de se confondre avec l'idée de rapports de type organisationnel : elle manifeste notre volonté d'être considérés, nous aussi, comme un parti de la classe ouvrière, mais n'exprime pas très clairement la réalité de notre confrontation avec le P.C.F. Nous ne refusons pas seulement ses prétentions à la « dictature », nous refusons aussi sa stratégie, sa pression sur l'expression ouvrière, son projet, ses tendances idéologiques, etc. Il convient donc de définir des actions communes avec le P.C.F. selon le rapport de forces et les exigences de la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste, plutôt que de s'accrocher à des termes abstraits ou de s'adonner à l'on ne sait quel « front » antifasciste, populaire, ou autre qui ferait du P.S.U. une nouvelle forme de « progressisme » critique aux côtés du P.C.F. Telle est du moins le problème d'aujourd'hui ; l'évolution des luttes et du rapport des forces peut conduire à une position différente. Il ne faut pas sous-estimer en effet cette évidence tactique : la révolution socialiste ne se fera pas par le P.C.F., elle ne se fera pas non plus sans lui.

Le rôle du P.S.U. comme mouvement :

Cette perspective ouvre trois débats :

● L'action syndicale : nous nous sommes enfermés jusqu'ici dans le débat sur les rapports syndicat-parti, en cherchant à définir des domaines spécifiques, avec négociation chronique sur les frontières. Au demeurant ce débat a pu satisfaire aussi bien les responsables syndicaux (qui géraient librement leur domaine d'affectation) que ceux du parti (qui développaient une action « ouvrière » sur le plan politique, loin de l'économisme et du réformisme syndical). En réalité, le véritable débat concerne le sens politique de l'action syndicale : ou bien, en effet, cette action est par nature sinon contre-révolutionnaire, du moins intégratrice et il faut alors la condamner politiquement, ou bien elle est une forme d'expression effective des travailleurs et un moyen de lutte et il faut assumer politiquement les exigences de cette action. Cette voie peut conduire à mettre en cause l'organisation ou la stratégie syndicale, mais non plus pour des raisons de nature, mais en fonction d'analyses et de propositions politiques capables de contribuer à la réorganisation et à la réorientation de l'action syndicale.

● Le gauchisme : l'erreur d'un certain nombre de camarades consiste à traiter le problème du gauchisme en termes de parti : il est alors inévitable de valoriser les courants « organisationnels », c'est-à-dire les courants trotskystes, et de choisir parmi eux les meilleurs interlocuteurs : la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière. Faute d'accord avec le P.C.F., passons contrat avec Krivine. C'est tout confondre et enlever toute son originalité, toute sa force potentielle au phénomène gauchiste. Le gauchisme est une des formes de la prise de conscience révolutionnaire aujourd'hui ; mais il ne contient pas en lui-même les moyens de son propre dépassement (cf. l'éclatement des courants maoïstes, cf. la scission de la Ligue, etc.) C'est dans la mesure où le P.S.U. fera son travail d'organisation politique au cœur des luttes de masse que seront possibles des types de mobilisations plus « contraignantes »

peut-être pour les gauchistes, mais aussi plus ouvertes, plus crédibles, et susceptibles d'obtenir des victoires. Les manifestations de l'affaire Guiot ou celles du 1^{er} mai sont révélatrices à cet égard, sur les possibilités et les exigences de notre action.

● Les formes et les méthodes de la politisation : nous devons inventer de nouvelles formes d'action politique pour correspondre aux aspirations révolutionnaires qui s'expriment dans les luttes de masse. « Changer la vie », c'est un mouvement de révolte spontanée qui peut servir de base à une prise de conscience. Encore faut-il se confronter réellement au problème du pouvoir, déboucher sur l'action révolutionnaire et sur la possibilité d'une autre société où l'effort pour « changer la vie » pourra bénéficier de points d'appui supplémentaires, sans se faire d'illusions sur les difficultés et les nouveaux conflits qu'il faudra résoudre. C'est dans le développement même des luttes que peut se faire l'expérience politique nécessaire à la construction du socialisme. Cette affirmation reste abstraite et il ne suffit pas d'invoquer la démocratie prolétarienne de masse pour la rendre plus concrète, tant que nous n'avons pas mieux pris conscience de nos responsabilités ainsi que des formes et des orientations de notre engagement militant.

Formes d'organisation.

Le double rôle du P.S.U. implique un certain type d'organisation :

● Une base de parti : fédérations et sections.

● Une base de mouvement : les secteurs de l'action de masse. La direction du parti doit être fondée sur cette double base.

Il est nécessaire de mettre en œuvre le centralisme démocratique pour les décisions politiques d'ensemble, tout en conservant la plus grande autonomie, la plus large initiative à la base sur les formes de lutte.

Quatre problèmes doivent être résolus de toute urgence :

● La formation : qui implique des lieux d'élaboration théorique en liaison avec la pratique et des méthodes bien adaptées (refus de l'universitarisme).

● La communication : échange d'information entre les différents secteurs et les différents types de responsabilité.

● L'organisation interne : partage des tâches, responsabilités mieux définies, rapport entre les buts et les moyens.

● L'expression externe : — propagande, — presse, — publications.

Leur solution passe en grande partie par les formes de direction que le parti sera capable de se donner.

Il est évident que la forme actuelle de notre direction ne correspond à rien :

● Le congrès de Dijon a élu le B.N. sortant (sauf ceux qui en avaient démissionné) ainsi qu'un certain nombre de gens réunis par le hasard. L'ensemble forme la D.P.N.

● La constitution des secteurs a créé des équipes dirigeantes sans rapport avec la D.P.N. Seuls, quelques notables du B.N. assurent une certaine cohérence par omnipotence sur un des dits secteurs ou par omniscience. D'où des tensions inévitables.

● Rien ne représente la réalité du parti, pas plus que la réalité des luttes. En éliminant la structu-

re dite représentative du C.P.N., on a éliminé toute forme de relation entre la direction et la base. Les conseils nationaux n'assurent pas cette relation : pour éviter les séances parlementaires du C.P.N., on fait de tout le parti un Parlement permanent, avec ses orateurs et sa liturgie.

Pour sortir de cette situation, diverses mesures s'imposent :

● D.P.N. de 80 membres (candidatures présentées, moitié par les secteurs déterminants, moitié par les fédérations) : réunis deux fois par trimestre.

● B.N. de 20 membres dont 4 permanents (1 pour le secteur ouvrier, 1 pour le secteur paysan, 1 pour l'organisation, 1 pour la gestion).

● Bureau politique de 5 ou 6 membres dont le secrétaire général. Deux S.G. adjoints, le trésorier, le responsable organisation.

Le conseil national doit retrouver sa caractéristique : étude d'un point particulier concernant l'action du parti : (exemple : politique internationale, propagande, formation, etc.). Le débat sur l'activité, sanctionné par un vote des « délégués », doit permettre d'exprimer les problèmes posés par l'activité générale du parti.

Mais l'activité du parti dépendra d'autres dispositions essentielles telles que :

● Les réunions inter-secteurs : chaque mois devrait se tenir une « assemblée des secteurs », réunissant les responsables pour leur information réciproque et la coordination effective des actions.

● Les réunions régionales : coordinations inter-fédérales constituant les points nécessaires à la vie et à la réflexion du parti : les assemblées régionales ouvriers-paysans devraient en être la base de départ. Il convient de rechercher une direction régionale fondée sur les mêmes principes que la direction nationale.

● La consolidation des bases financières du parti.

● Le développement d'activités périphériques et de zones d'influence (édition, secteur culturel, information...).

D'une façon générale, il faudra modifier la composition sociale des directions qui doit être en avance sur la base sociale du parti lui-même. En avance, mais non en rupture bien entendu : on ne peut faire « comme si » le P.S.U. était le grand parti de la classe ouvrière et des petits paysans. La représentation ouvrière et paysanne est moins une affaire de pourcentages (qui ne peuvent jouer qu'un rôle indicatif) qu'une affaire de volonté politique et de capacité organisationnelle : l'extension du nombre des permanents d'origine ouvrière et paysanne, la distinction entre les activités militantes (comment demander à un paysan d'être à la fois responsable syndical, militant de sa section, colleur d'affiches, animateur des luttes de son « groupe », délégué à un conseil national, etc. : on ne peut concevoir un militantisme « uniforme »), le soutien aux militants qui ont l'expérience des luttes sur une certaine durée (parfois accusés de « notabilisme »), voici quelques exemples des pratiques capables d'assurer une meilleure représentation des couches populaires dans les organes de direction. Il faudrait savoir éviter dans ce domaine à la fois le conservatisme et la démagogie.

Sur tous ces points, le congrès devra trancher. Mais il va de soi que les décisions d'organisation sont étroitement liées aux décisions qui concernent l'orientation elle-même. On ne dirige pas un parti quand on ne sait pas où il va ! □

PSU

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



DES MILITANTS DU PSU PRESENTES PAR

michel rocard



Interviews recueillies par Noël Monier

auprès des militants suivants :

- Bernard RAVENEL, 34 ans, professeur d'histoire (Amiens).
- Alain DESJARDINS, 36 ans, ouvrier électricien (Roubaix).
- Thérèse CARRETTE, 43 ans (Roubaix).
- Michel FONTES, 35 ans, fonctionnaire du Trésor (Lille).
- Pierre PÉGINIER, 53 ans, tourneur.
- François BORELLA, 39 ans, professeur de droit (Nancy).
- Marcel GREGOIRE, 48 ans, employé (Thionville).
- Baptiste THIERRÉE, 30 ans, Clown-magicien.
- Henri LECLERC, 36 ans, avocat (Paris).
- Jacques KERGOAT, 31 ans, travaille à l'E.D.F. (Paris).
- Philippe SIMON, 37 ans, charpentier en fer.
- Christian LEUCATE, 26 ans, économiste (Paris).
- Michel de la FOURNIÈRE, 38 ans, professeur d'histoire (Orléans).
- André MELLIET, 39 ans, conseiller d'orientation scolaire (Carcassonne).
- Jean VERLHAC, professeur (Grenoble).
- Georges BOULLOUD, 40 ans, ajusteur (Grenoble).
- Guy PRAXELLE, 28 ans, chimiste (Hauts-de-Seine).
- Jean-Pierre CHASSINE, 23 ans, étudiant en droit (Poitiers).
- Claude COLIN, 27 ans, technicien (Vénissieux).
- Vincent PICHERAL, 37 ans, fonctionnaire (Quimper).
- Renée CAUSSE, 31 ans, agricultrice (Finistère).
- Lino OTTOGALI, 37 ans, agriculteur (Dordogne).
- Bernard LAMBERT, 39 ans, agriculteur (Loire-Atlantique).
- Michel ROCARD, 40 ans, Secrétaire national du P.S.U.

en souscription
240 pages
parution au VII^e Congrès
prix 13 F

Format 14 × 20

Bon de commande à « Tribune Socialiste »
 54, bd Garibaldi, PARIS XV

C.C.P. Paris 5826 65

Pour la démocratie des conseils ouvriers, menons la lutte sur les lieux de l'exploitation capitaliste avec un parti d'avant-garde lié au mouvement politique des masses

Jean-Paul Declercq

Après Mai 68, le congrès de Dijon a su faire l'analyse de la société capitaliste actuelle. Faisant la liaison avec le combat politique, il a su tracer une ligne de réflexion et d'action basée sur deux points principaux : le refus, à travers la démocratie avancée, de la social-démocratie moderne ; la construction, pour développer la perspective socialiste, des groupes d'entreprise.

C'est dans cette ligne que le dernier Conseil national, préparé par des assemblées d'ouvriers et de paysans, a décidé d'un programme d'action anti-capitaliste, a analysé la structure de l'Etat bourgeois, a préparé la réflexion sur la société de transition en affirmant la nécessité de la dictature du prolétariat.

C'est dans cette ligne que le prochain congrès doit tracer les plans de la future société des travailleurs et, faisant la liaison avec les luttes à mener, doit choisir la structure politique adaptée au but et aux moyens. Avec ces choix, il déterminera la stratégie révolutionnaire du Parti.

Vers la société communiste

Le Conseil national a analysé la nature de classe de l'Etat capitaliste. La rubrique F du programme d'action montre clairement que la fonction de l'Etat est de mettre en harmonie l'intérêt des groupes capitalistes avec « l'intérêt général », ce qui revient à mettre l'intérêt général en harmonie avec l'intérêt de ces groupes. Ceci étant valable quel que soit le type de démocratie proclamée par l'Etat, il est évident que toute stratégie politique consistant à vouloir amener le pays vers le socialisme par étapes successives dans le cadre du système est une stratégie de collaboration de classes et n'est donc qu'une trahison pure et simple. Il s'agit, au contraire, pour les militants révolutionnaires, de préparer la société communiste pendant une période de transition qui ne peut être que révolutionnaire, destructrice de l'Etat bourgeois.

La nature et la forme de l'Etat à construire doivent guider les ac-

tions menées aujourd'hui et à mener pendant la période de transition. C'est pour avoir oublié ce principe que les pays de la III^e Internationale retombent aujourd'hui, à travers une nouvelle bourgeoisie, dans l'ornière capitaliste. Il est donc important que le parti montre clairement le but final et les formes de la société de transition.

Notre critique de la démocratie bourgeoise, qui n'est en fait que la dictature de la minorité capitaliste, doit nous amener à proposer une véritable démocratie qui soit vraiment « pouvoir du peuple ». La cellule de base de l'Etat ne doit plus être une assemblée d'élus. La démocratie, ce n'est pas plus le pouvoir d'une assemblée municipale ou parlementaire que le pouvoir d'un parti totalitaire. La démocratie, ce ne peut être que le pouvoir des assemblées de travailleurs des entreprises et des quartiers. La démocratie, c'est le pouvoir des conseils ouvriers.

Nous ne devons pas oublier non plus le sens du mot « camarade ». En affirmant notre conscience de classe, en affirmant la fraternité ouvrière, nous traçons le programme politique d'un parti vraiment communiste. « A chacun selon ses besoins, de chacun selon ses moyens », c'est un objectif qui doit être présent continuellement dans notre esprit.

Il est certain également que la volonté d'établir sérieusement l'égalité s'oppose à la conception de « l'Etat du peuple tout entier ». Tous les travailleurs savent combien est exagérée dans un atelier la valeur des paroles d'un chef, d'un ingénieur ou d'un intellectuel. Cette hiérarchie du savoir se retrouve même dans le parti. En proposant la dictature du prolétariat, suprématie politique de la classe ouvrière, nous devons affirmer la nécessité de la véritable égalité politique où les classes non prolétariennes n'auront du pouvoir qu'en fonction des prolétaires et selon leur volonté.

La société de transition débutera lorsqu'auront été mises en place les structures indispensables pour la marche vers la société communiste. Il est évident que cela commence par la suppression de la propriété privée des moyens de production et d'échange, et le contrôle des forces militaires et répressives. Mais il n'y aura véritablement mouvement irréversible que dans la mesure où des luttes seront menées pour construire la société communiste et la démocratie des conseils. Il est certain que ces luttes se heurteront à la résistance de l'ancien pouvoir et que la société de transition traversera toute une période de double pouvoir pendant laquelle les nouvelles structures devront se consolider. Pour que ces luttes soient victorieuses, il est indispensable que le mouvement politique révolutionnaire fournisse dès à présent l'outil nécessaire à la lutte.

Appliquons résolument le programme d'action

Tirant les conclusions de sa condamnation de la démocratie avancée, le parti a montré lors des

dernières élections municipales comment peut être utilisée la structure électorale bourgeoise. Les résultats satisfaisants obtenus par exemple à Paris ont une valeur positive dans la mesure où ils marquent une approbation des actions menées auparavant et où ils apportent une augmentation du rapport de force dans le pays. Mais les résultats électoraux, quelle qu'en soit la conséquence pratique, n'ont de valeur politique que dans leur liaison avec des luttes menées par les travailleurs sur les lieux de l'exploitation capitaliste avant ou après les élections.

Le programme d'action voté par le Conseil national d'Orsay doit donc être notre référence constante dans le combat politique. Tout le reste n'est que réformisme. L'application du programme d'action est d'autant plus nécessaire qu'elle correspond parfaitement aux luttes indispensables pour la construction de la société future. En développant sur les lieux de l'exploitation capitaliste la conscience de classe des travailleurs et leur capacité, par des assemblées de base, de décider eux-mêmes collectivement des buts de leurs luttes, nous préparons la démocratie des conseils, nous augmentons les possibilités révolutionnaires.

Quel parti ? Quels mouvements de masse ?

Le militant qui garde constamment à l'esprit la perspective de la société à construire et la réalité des luttes à mener a vite fait de constater que les organisations de la classe ouvrière à sa disposition ne répondent pas à ses besoins.

A côté d'un parti communiste hiérarchisé, utilisant la passivité de l'ouvrier apprise à l'usine pour le faire obéir dans le parti, engagé dans la stratégie réformiste, le P.S.U. a assez dit qu'il se considère comme un des éléments du parti révolutionnaire à construire. Mais notre parti a hérité des structures électoralistes de la social-démocratie et il est de plus en plus évident que le découpage actuel section-fédération-D.P.N. ne répond pas aux nécessités de la lutte politique actuelle. La cellule de base du parti doit devenir le groupe de lutte de l'entreprise ou du quartier. Il est évident, par ailleurs, que notre volonté de construire la démocratie des conseils passe par la présence dans les entreprises et sur les quartiers de mouvements de masse ayant un caractère politique anticapitaliste.

Le parti doit être le regroupement des travailleurs les plus conscients, capables par une réflexion politique collective de proposer des objectifs clairs, capables d'être, toujours unis dans la lutte, le noyau le plus dur de la classe ouvrière. Il ne peut donc pas être un parti de masse destiné à réunir tous les travailleurs menant la lutte anti-capitaliste. Ce regroupement doit se faire dans des mouvements politiques de masse, préfiguration des futurs conseils ouvriers. Ces mouvements politiques de masse

doivent mener la lutte anti-capitaliste, pratiquer la démocratie à la base, mettre l'accent sur le caractère politique des luttes, attaquer le pouvoir patronal. Nous devons constater que les organisations de masse de la classe ouvrière, et notamment les syndicats, ne jouent pas actuellement de rôle. Le Conseil national a estimé qu'il ne saurait être question de vouloir construire une nouvelle organisation syndicale, un syndicat rouge. On peut vouloir revenir sur ce jugement et construire le mouvement politique de masse, à côté du syndicat, autour des groupes d'entreprise. Cette nouvelle conception ne serait pas tellement différente de la conception du parti de masse et s'attacherait les mêmes défauts. Mais si l'on estime que le jugement du Conseil national est toujours valable, nous devons mener la lutte pour la transformation des syndicats en une organisation unique ayant les caractéristiques du mouvement politique de masse.

L'efficacité du combat révolutionnaire commande par ailleurs l'existence, différent du mouvement politique de masse mais agissant en son sein, d'un parti capable de mener les luttes politiques et d'élaborer la stratégie révolutionnaire. La cellule de base du parti doit correspondre à la réalité des luttes à mener contre l'adversaire capitaliste. Ce ne peut donc être que le groupe de lutte de l'entreprise ou du quartier. Cette forme d'organisation permettra, de plus, le recrutement au sein même des luttes ouvrières et anti-capitalistes, sur des bases véritablement militantes et non seulement idéologiques. Il sera alors possible de remplacer l'ancienne discipline du parti purement électorale par une discipline de l'action.

Deux regroupements sont nécessaires pour favoriser à la fois l'action et la réflexion politique. Les cellules doivent se regrouper verticalement par branches (métallurgie, E.D.F., cheminots, etc.) et horizontalement par comités de ville et par régions.

La modification des structures et des statuts du parti dans ce sens est sans doute une des questions les plus importantes dont aura à discuter le congrès. Nous devons constater que le parti est incapable, avec sa structure actuelle, d'appliquer correctement le programme d'action. Il ne sert à rien de voter des textes si l'on ne possède pas l'organisation capable de les appliquer. Il est important de donner au parti une direction ouvrière, mais se contenter d'envoyer des ouvriers à la D.P.N. d'un P.S.U. inchangé pour le reste ne serait que de l'ouvriérisme ou de la démagogie.

La stratégie révolutionnaire que doit adopter le parti passe donc par la transformation du P.S.U. en un parti d'avant-garde lié aux luttes menées sur les lieux de l'exploitation capitaliste. C'est ainsi seulement que l'on pourra, avec une discipline rigoureuse dans l'action, appliquer le programme d'action et préparer, par le développement du mouvement politique des masses, la construction révolutionnaire et la démocratie des conseils.

l'école, premier rouage de l'engrenage capitaliste



Cette affiche, conçue par la Commission nationale de Propagande est actuellement disponible.

Grand format : 0,85 x 0,58

Les sections et fédérations peuvent passer commande, avec le règlement, à :

TRIBUNE SOCIALISTE, 54, boul. Garibaldi, PARIS 15^e

C.C.P. : 58 26 65 PARIS

Prix : 0,15 F l'unité



chez les protestants), des comités de locataires. Ils mènent des actions directes contre les privilèges féodaux toujours en vigueur des « landlords » (d'autant plus impopulaires qu'au Sud même ce sont encore des membres de la haute noblesse anglaise). Quand le Sinn Fein trouve du travail sans passer par les négriers locaux, organise des squatters, des occupations de terres en friche ou des parties de pêche sur les rias ou les lacs réservés aux landlords, non seulement les catholiques participent en masse, mais on voit même des protestants de l'U.F.V. (mouvement protestant liés à Paisley) y aller, tout en disant qu'ils gardent leurs conceptions !

Mais la longue marche est commencée qui mènera les ouvriers protestants de l'agitation pogromiste à la guerre de masses à côté des catholiques contre l'armée anglaise. En effet, l'impérialisme britannique ne trouve plus l'Ulster rentable et a aussi son plan de réunification sous sa coupe et pour se renforcer, dans la perspective de son entrée dans le Marché commun. Quelle sera la réaction des ouvriers Unionistes trahis par la Couronné qu'ils croyaient être leur plus sûr protecteur ? Que pourra le fanatisme religieux contre la dure nécessité du chômage ou de l'émigration vers Londres ou Dusseldorf ? Seule une bigoterie égale de la part de l'I.R.A. pourrait faire préférer aux protestants la misère à la libération. Les aliéner à ce point, c'est ce à quoi s'emploient les Provisionals, les libérer c'est ce que font les officiels.

Vers un mouvement de libération nationale

Les républicains ont déjà gagné une grande victoire en créant le

Mouvement des droits civiques (au Nord) ; ils sont ainsi sortis de leur isolement sectaire, cela fut une des raisons qui poussa les Provisionals à scissionner ! La lutte pour les droits civiques a eu des répercussions dans toute l'Irlande où se sont constitués des groupes nationalistes et marxistes. Les plus importants sont « à droite » le P.C. (pro-Moscou) dont les branches Nord et Sud se sont réunifiées en 1970 sur une base nationaliste, et « à gauche » le « People Democracy » (P.D.). Ce mouvement d'origine étudiante a pris la même année une optique « trotskyste libertaire » (proche du groupe anglais « Solidarity » ou du groupe de Cohn-Bendit à Francfort), en adoptant le slogan de « République ouvrière ».

L'attitude des officiels envers ces deux groupes est une attitude de front unique sur des luttes concrètes pour aboutir à long terme à un front de libération (qui incluerait en outre des Trade-Unions, des labouristes et des organisations culturelles et gaéliques). Les Provisionals eux, ne veulent même pas entendre parler de tout ce qui se dit marxiste, que ce soit le P.C. ou le P.D.

Envers le P.C., le Sinn Fein a l'attitude la plus ouverte (tout en restant radicalement critique pour ce qu'il appelle le « totalitarisme stalinien »). A Dublin, il a banni les prières publiques lors de la cérémonie de Pâques sur les tombes des martyrs de 1916 et il a admis les dirigeants du P.C. dans son cortège ; à Belfast, il a travaillé avec le P.C., espérant qu'il servirait de pont entre le Sinn Fein et les travailleurs protestants syndiqués car le P.C. se dit implanté dans les Trade-Unions. Malheureusement au cours du travail commun, le Sinn Fein s'est rendu

compte que cette « implantation » ne dépassait pas 80 adhérents pour les 400.000 habitants de Belfast où le mouvement républicain influence des dizaines de milliers de travailleurs catholiques ! Envers le P.D., mouvement plus influent dans le Nord et qui apparaît dans le Sud grâce à une scission des jeunesses travaillistes, le problème se pose différemment. Le Sinn Fein lui reproche de se couper des masses avec le slogan de « République ouvrière » faisant remarquer qu'en Irlande les ouvriers sont minoritaires et risquent de le rester vu l'état colonial du pays. Un tel slogan repousse la majorité des masses, les paysans et les marins, et est incompris de toutes les couches petites bourgeoises. Il faut choisir dit le Sinn Fein, soit organiser 50 % des masses (au mieux) et aller à une nouvelle défaite, soit en organiser 90 % et faire plier l'impérialisme. Décevante dans les propositions pratiques, People Democracy l'est autant théoriquement. Sa revue le « Northern Star » n'a aucun contact avec la réalité irlandaise, ce pourrait être aussi bien une revue londonienne ou parisienne.

Les écrits du Sinn Fein, eux, parce qu'ils sont ancrés dans la réalité irlandaise ont une portée uni-



verselle par leur interprétation originale du marxisme. En bref P.D. se dit marxiste mais ne l'est guère (si l'on entend par marxisme, comme Engels, « la simple interprétation des lois du devenir historique comme étant l'unique réalité »). Le Sinn Fein ne se dit pas encore explicitement marxiste (en grande partie à cause du poids de l'idéologie catholique) mais l'est, si on prend au sérieux la définition d'Engels.

Si on accepte, avec Marx, de « juger les hommes non sur ce qu'ils disent d'eux mêmes mais sur ce qu'ils sont », le Sinn Fein (S.F.) est bien l'expression la plus avancée par sa théorie et sa pratique, de la révolution irlandaise. Et sa faiblesse militaire relative (5) actuellement due à la scission des Provisionals ne doit pas faire oublier qu'à la moindre lutte armée, les deux fractions se réconcilient

dans la bataille (grâce à l'attitude non sectaire du S.F. envers les Prov.). C'est pourquoi la scission sans affaiblir notablement les forces de l'I.R.A. dans son ensemble n'est pas une catastrophe mais une bonne chose car elle est le fruit d'une clarification théorique.

(1) D'un point de vue militaire cela faisait environ 3.200 « soldats » pour l'I.R.A. « pro » et 6.400 pour l'I.R.A. « républicaine ». Les effectifs sont pour les deux en augmentation.

(2) Par ex « Politique Hebdo » ou « l'accuse ».

(3) Selon son organe interne : « Ways and means » février 1970.

(4) Connolly : le plus grand dirigeant marxiste irlandais fusillé par les Anglais à Pâques 1916.

(5) Très relative l'I.R.A. Official vient de réussir une remarquable opération militaire en coulant deux vedettes de guerre anglaises au large du port de Cork et ce, sans tuer un seul marin.



Banque

Face aux carences syndicales

Michel Camouis

Depuis plusieurs semaines, les employés de banque descendent dans la rue. Lundi dernier, ils étaient entre 5.000 et 8.000 à manifester à Paris. Bien que la mobilisation se soit faite sur le montant de la prime sur les bénéficiaires, le seul mot d'ordre réellement unifiant a été « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », sous l'impulsion des jeunes, en grand nombre.

Or, quel a été le comportement de responsables syndicaux de la banque ?

1) Ils ont laissé les forces de l'ordre organiser le parquage des travailleurs alors que, vu le nombre, il aurait été possible de faire reculer sans heurt le service d'ordre, d'organiser l'occupation de la chaussée pour que les travailleurs puissent discuter de la façon de poursuivre la lutte. Réponse d'un délégué : « Il faut bien que les voitures passent. » Pourtant, avant de courber l'échine, faute d'initiative, les travailleurs ont copieusement sifflé les flics.

2) Lorsque les délégués syndicaux sont descendus de chez les patrons, ils ont littéralement « saboté » l'information : un seul haut-parleur, d'un côté de la rue, les travailleurs sur l'autre trottoir, entre les deux : un cordon de voiture en marche, un cordon de flics.

Au baratin embarrassé des délégués (ils n'avaient rien de positif à dire, de toute façon les travailleurs ne pouvaient pas entendre ce qu'ils disaient), les manifestants ont longuement et massivement riposté par « Ce n'est qu'un début continuons le combat ».

Question qu'ils posent aux délégués :

Etes-vous ou non capable d'organiser avec les travailleurs la lutte ? Si oui, pourquoi freinez-vous le mouvement ?

Pourquoi la C.G.T. (Georges Séguy) déclare-t-elle, par avance, qu'il n'y aura pas de grève générale ? Comment interpréter le silence de la C.F.D.T. devant une telle déclaration. □

Restaurants universitaires

Halte au scandale

R. Grillault

Depuis lundi, les travailleurs des Restau-U de la région parisienne, regroupés autour de la C.F.D.T., et les étudiants révolutionnaires ont entamé une action commune pour mettre fin aux scandales des Restau-U. Par des méthodes de combat diverses (grève du zèle du personnel, refus de la part des étudiants de donner leurs tickets, distributions massives de tracts), ils ont cherché à sensibiliser les étudiants et à faire pression sur le patronat pour qu'il satisfasse les revendications du personnel des Restau-U.

Quelles sont ces revendications ? Elles portent principalement sur deux points : les horaires de travail, la hiérarchie des salaires.

Les travailleurs des Restau-U travaillent actuellement entre 47 h et 50 heures par semaine. Ils réclament que leurs horaires soient immédiatement ramenés à 40 heures, ce qui serait parfaitement possible sans la moindre augmentation des coûts pour l'administration du C.R.O.U.S., en mettant en place un système de roulement. L'administration objecte que les employés des Restau-U ont déjà deux mois de congés payés. Mais même en tenant compte de cet avantage (rattrapé à raison de 3 h 30 supplémentaires par semaine), les employés travaillent encore 45 heures par semaine, et fournissent donc 5 heures de travail supplémentaire non payé. De plus ils n'ont toujours pas reçu les 7 points d'augmentation de salaires (1 point = 1,60 F) qu'ils avaient accepté de percevoir sur plusieurs mois et qui ne leur ont jamais été versés.

En ce qui concerne les salaires, ce qui est frappant c'est leur extrême diversité et la multiplication des catégories pour un même poste. Pour chaque poste et pour un même travail, il existe deux, trois et même quatre catégories de salaires. De plus, l'attribution de ces différences de salaires est parfaite-

A l'initiative de la commission nationale entreprises, trois numéros spéciaux de « Tribune Socialiste » sur les luttes sociales tirés respectivement à 150.000, 300.000 et 330.000 exemplaires, ont été sortis en un temps record. Cela représente un effort énorme pour la trésorerie du parti. C'est pourquoi le bureau national demande à chaque adhérent du parti de réunir ou de collecter autour de lui, dans les délais les plus brefs de 5 à 10 F. Envoyez les fonds :

à « Tribune Socialiste »
C.C.P. Paris 58 26 65

tement arbitraire. Dans la catégorie des chefs de cuisine, par exemple, il existe même dans certains endroits, à côté des trois catégories habituelles de chefs de cuisine (indices 74, 87 et 94 points), une quatrième catégorie à 103 points, attribuée absolument « à la tête du client ». Parmi les serveuses, également, depuis le 1^{er} octobre 1970, il y a deux catégories (48 et 51 points) qui, en fait accomplissent le même travail.

Refusant une telle hiérarchie, qui n'a pas d'autre motif que la volonté de diviser et de réprimer le personnel en y introduisant l'inégalité, les travailleurs réclament une autre grille de salaires : ils proposent pour chaque poste et à travail égal, la fusion des catégories en une seule avec une augmentation annuelle régulière de points pour tous, se substituant à l'augmentation par taux qui divise les travailleurs, une augmentation par points qui les unit. De plus, ils réclament pour les femmes de service, et pour tous les emplois payés à l'heure qui se multiplient actuellement, la mensualisation sur la base de 33 heures par semaine.

Devant la détermination des travailleurs et des étudiants qui les ont soutenus (dans certains restos, jusqu'à 3.000 repas ont été servis gratuitement), la direction a tenté quelques manœuvres de diversion. Elle est allée jusqu'à menacer les

travailleurs qui refuseraient de se battre avec les étudiants pour exiger le paiement des tickets, d'être immédiatement licenciés, ce qui est bien évidemment une remise en cause du droit de grève (cf. Nanterre). Elle a tenté de diviser les étudiants et travailleurs par des calomnies. D'ailleurs, elle a été dans ce travail puissamment aidée par la C.G.T., qui n'a pas encore digéré les succès de la C.F.D.T. aux dernières élections professionnelles et qui a tenté, par tous les moyens, y compris la collaboration avec les syndicats réactionnaires, de démobiliser les travailleurs en lutte, en parlant d'aventurisme et en agitant l'épouvantail démagogique de la privatisation. Comme si les travailleurs étaient moins exploités au C.R.O.U.S. que chez Borrel ou aux Wagons-Lits !

Toutes les manœuvres ne diminueront pas la détermination des travailleurs et des étudiants qui les soutiennent. Ces nouvelles formes de luttes sont une étape importante dans le combat des travailleurs des Restau-U qui, pour la première fois :

— ont refusé la division entre les travailleurs et les étudiants,

— ont refusé les pratiques démobilisatrices de la C.G.T.,

— ont avancé des revendications unifiantes en rupture avec le réformisme. □

Pontchâteau

Refus d'une diminution des salaires

Depuis le lundi 5 avril, les travailleurs de l'entreprise Sambron à Pont-Château (400 ouvriers) ont entrepris une série de mouvements pour faire face à une décision unilatérale de la direction de mettre fin à la politique contractuelle jusque là en vigueur. Après plusieurs réunions qui ont abouti à l'indexation des salaires parisiens, la direction décide unilatéralement le lock-out.

Les travailleurs décident donc en riposte de bloquer toutes les livraisons d'engins (matériel de travaux publics) en quittant leur poste de travail chaque fois qu'un camion se présentait. Le tribunal de grande instance de Saint-Nazaire, devant qui la direction porte plainte, se déclare incompétent. Malgré ses menaces de fermeture définitive, le patron a été obligé de lever le lock-out le 19 mai. Les travailleurs qui sont restés mobilisés ont

aussitôt décidé d'occuper l'usine jusqu'à satisfaction de leurs revendications : ces travailleurs, qui ont été envoyés par la direction en province, refusent de voir leur salaire diminuer de ce fait de 200 F à 220 F par mois ; ils refusent le retour en arrière dans le principe de l'évolution de leur salaire, et demandent un droit de gestion dans l'entreprise. C'est en fait contre une soi-disant politique sociale du patronat que les travailleurs continuent à se battre (dans l'usine la masse des salaires des cadres a progressé de 60 % contre 29 % pour les ouvriers et les employés). Le soutien apporté à cette lutte par les agriculteurs de la région, les travailleurs de Batignolles et des Chantiers de l'Atlantique a permis de tenir un mois et d'obliger la levée du lock-out. Les camarades continuent la lutte et essaient d'accroître la solidarité.

Lorraine

Le combat autour des sidérurgistes

Après les usines de Jœuf, Moyeuvre, c'est l'usine de Knutange du groupe De Wendel-Sidélor qui va fermer. Dès juin 1971, 400 ouvriers vont être « mutés » dans les autres usines, et en janvier 1972, c'est pratiquement le reste des travailleurs qui partira. Une lettre de la direction au personnel donne très clairement cette perspective tout en assurant qu'il n'y aurait pas de licenciements !

Il a fallu, grâce à des assemblées de chantiers, des rassemblements à l'extérieur et des mini-meetings dans les quartiers, expliquer pourquoi De Wendel voulait liquider l'entreprise et pourquoi le mirage d'une « promotion » dans l'usine moderne de la Sollac restait une simple manœuvre du patronat. Depuis, la grève de 24 heures du 7 avril et surtout la grève avec manifestations vers le bureau central du trust le 21 avril marquaient une vive mobilisation du personnel. (Il a fallu des appels au calme des dirigeants syndicaux pour éviter l'entrée des travailleurs dans les bureaux). Le 14 mai, après une occupation préventive de l'usine de Knutange, c'est la grève illimitée, bien accueillie par les ouvriers lassés des manifestations sans résultat et des grèves de 24 heures.

Le 15 mai, l'affrontement devient violent, la direction refuse de distribuer la paie aux bureaux de l'usine (comme l'exigeaient les syndicats), et l'appel aux gardes-mobiles pour casser l'occupation de la route nationale, décidée en guise de protestation, se transforme en une charge furieuse qui écrase par deux fois les travailleurs, en particulier les militants syndicaux. Et pourtant une grande partie de la ville, y compris les commerçants, participe au mouvement.

Bien sûr, une telle agression renforce encore la combativité. Mais l'apparition le 17 mai des syndicats jaunes (C.F.D.T., C.G.C.) appelant ouvertement à s'inscrire pour briser l'occupation, les difficultés apparentes pour briser le mouvement (et pourtant la population était mobilisée autour des ouvriers, les lycéens et élèves du C.E.T. à la pointe de la solidarité), obligent les dirigeants syndicaux à préférer la reprise. Le vote à bulletin secret donne une légère majorité (850 contre 745) pour retourner, sans rien sauf quelques aménagements, au travail.

En réalité, deux analyses, deux stratégies se sont heurtées sans cesse :

— Ceux qui pensent que la sidérurgie n'est pas vraiment menacée en Lorraine, qu'il ne s'agit que d'une simple péripétie : remplacement d'une vieille industrie par une nouvelle et qu'il est inutile d'engager de grandes actions pour l'emploi.

— Et ceux qui savent en voyant s'installer De Wendel en Sarre et à Fos que c'est toute la sidérurgie qui est condamnée à terme en Lorraine. Mieux, que c'est l'augmentation de la production actuelle qui paie le transfert et la disparition des emplois en Moselle et qu'il est nécessaire, au contraire, de se battre maintenant et en force, avec toute la population, pour empêcher, tant qu'il est temps, la mort lente de la vallée de la Fensch et de la région.

Car, les projets de l'Etat sont très clairs : ramener toute l'industrie sur l'axe Rhône-Seine et abandonner les régions centrées sur le Rhin. Mieux, le développement actuel des installations de Fos avec le retard pris par les installations portuaires rend évident l'alimentation des installations pendant un temps par la fonte et l'acier lorrain. Non seulement, l'hyperproductivité actuelle de De Wendel-Sidélor finance le transfert, mais ce sont les ouvriers lorrains eux-mêmes qui vont assurer la mise en place des usines de Fos ! Il y a donc de vraies possibilités pour les travailleurs de lutter contre les choix arbitraires et dictatoriaux de l'Etat bourgeois et des maîtres des forges.

Les 750 ouvriers qui veulent se battre à Knutange savent maintenant que c'est dans l'usine, par la lutte interne par atelier, de façon tournante et en empêchant la production de rester au maximum qu'ils peuvent agir pour bloquer leur liquidation. Les grévistes de l'atelier de réparation et de fabrication de pièces de l'usine de Hayange, qui occupent depuis lundi à 400 leur atelier, montrent la voie.

Cet atelier de construction mécanique a refusé de faire une grève de 24 h, et en assemblée générale, il a décidé la grève illimitée avec occupation. Malgré les pressions de la direction (les chefs expliquent que la C.F.D.T. veut les utiliser... pour étendre le mouvement à toute la sidérurgie !...) ils s'orientent pour des formes de luttes du type de la Fiat (grève articulée) quoique les informations restent très floues sur le mouvement italien.

En bloquant la production des pièces, ils peuvent perturber le fonctionnement de Sidélor et Synclor.

Leur objectif : la parité **tout de suite et sur place** avec l'usine moderne de la « Sollac ».

Voilà une riposte que n'attendait pas le patronat quand il faisait miroiter à Knutange la mutation vers cette usine si nouvelle !

La lutte sera longue et difficile, mais les sidérurgistes ne se laisseront pas supprimer en douceur sans réagir : la victoire est possible, si on se donne les moyens **maintenant**. □

Renault

Une leçon à ne pas oublier

F. Jyr

Au Mans lundi après-midi, par 3.000 voix contre 900, les OS du Mans ont voté, le compromis présenté par les syndicats comme positif. Les syndicats expriment leur satisfaction et considèrent le résultat des négociations comme un recul du patronat et du gouvernement.

Quel recul ?

Les propositions de cette semaine sont un peu moins « minables » que celles de la semaine dernière. Ce sont ses conditions d'application qui ont été modifiées. La revalorisation des coefficients est maintenue et le passage automatique des classes les plus basses (4 à 5 et 5 à 6) se fera non plus après



cinq ans, mais après trois ans d'ancienneté. Le temps de travail perdu sera mieux indemnisé et la prime trimestrielle de juillet versée à tous les salariés de la Régie (sauf les grévistes). Les OS du Mans reçoivent pour leur part un versement spécial de 200 F. Ce n'est pas très gras. Mais il est plus grave surtout de constater que ça ne répond nullement à la lutte exemplaire des OS. Ils ne voulaient plus être des parias. Ils réclamaient un bouleversement de la grille hiérarchique, une modification de leur statut. L'accord est une réponse qui les confirme dans leur condition d'assujettissement. Certes cette condition, le patronat devra la payer un peu plus cher mais il n'a pas cédé sur l'essentiel. Il achète

la force de travail. La négociation a porté sur le coût de la marchandise travail, plus que sur la condition des travailleurs. C'est ce que neuf cents OS du Mans ont refusé. C'est aussi ce que des milliers de travailleurs comprendront. Le gouvernement et la Régie n'ont pas reculé, ils ont payé.

La peur du patronat

S'agit-il de dire, comme le fait la C.G.T., que cet accord de marchands conclut une grève défensive contre le « coup » que le patronat voulait porter à la nationalisation et à la Régie. S'agit-il de dire au contraire que ce qui était en cause, c'était la combativité des OS et leur avenir et l'unité qu'ils

ont tenté de développer autour de leur mouvement. Ce ne sont pas les syndicats qui ont déclenché la grève mais les OS du Mans. C'est ce qu'a compris « l'Humanité » du 24-5-1971 qui rappelle encore que la direction pouvait les « payer » immédiatement pour le prix de deux « R 12 ». Mais il y en a eu 5.500 comme eux, puis toute la Régie. Baillonner les vraies revendications de 82 OS ce n'est pas facile ; en baillonner 9.000, c'est encore moins facile. Bien sûr le gouvernement a, aux dires de la C.G.T., été placé en zone dangereuse, non pas parce qu'ils voulaient se vendre plus cher, mais parce que leurs revendications étaient contagieuses. Elles concernent aujourd'hui des millions de travailleurs.

Organiser la contagion

La C.G.T. et même la C.F.D.T. ont peu fait pour organiser la contagion. Pour ce faire, il fallait appeler les mensuels à se battre comme les OS pour une grille unique des salaires. Pour ce faire, il fallait appeler à la constitution de comités de grève élus, de débats larges au sein d'assemblées ouvrières dans les usines occupées. Il fallait en un mot donner toute sa signification politique à la lutte dont les travailleurs avaient pris l'initiative.

Mais les premiers points pour de nouvelles luttes ont été marqués. L'organisation capitaliste du travail, la dictature des machines va de plus en plus être combattue. Et il y a des luttes que le patronat ne pourra plus acheter. □

R.A.T.P.

Grève spontanée contre l'organisation du travail

Vingt-six dépôts en grève : la quasi totalité du réseau routier est paralysé. Sans consulter les syndicats et balayant du même coup les préavis de grève, les travailleurs de la R.A.T.P. ont déclenché le mouvement contre l'augmentation des cadences qui leur est imposée. Ils ne veulent pas faire les frais de la « modernisation » qui consiste essentiellement à réduire le personnel pour le même travail.

Depuis une année, la direction a déclenché un vaste mouvement de modernisation, en signant d'ailleurs, avec les organisations syndicales, un protocole d'accord fixant des normes pour la mise en place de bus à un agent et le reclassement des autres agents au réseau ferré ; la direction n'augmentant pas par ailleurs le nombre des agents, les tâches sont les mê-

mes. Le travail n'est pas le même d'autant qu'actuellement nous sommes en période de changement de T.M. à cause des vacances qui commencent. Il y a moins de personnes pour un même travail. En plus, les horaires sont élastiques : pour une journée de travail normal de 7 h, un machiniste peut être présent par exemple 4 h le matin, 3 h l'après-midi, avec entre ces temps de travail une coupure de 3 h ; pendant celle-ci que faire si le lieu d'habitation est loin du dépôt ? L'heure de présence varie ainsi de 10 h à 13 h.

C'est aussi pour cela que les syndicats, convoqués par la direction pour être en mesure de défendre les intérêts des travailleurs, négocient la journée continue, y compris le paiement des 45 minutes de repas, la révision de la grille

des salaires. Ceci dit, beaucoup de problèmes restent en suspens au cours de cette grève ; nous devons les analyser pour que cette lutte ne soit pas un coup d'épée dans l'eau.

L'attitude des syndicats :

Il est certain que la C.G.T. est apparue comme se sentant concernée non par le conflit mais par la négociation du fait que ce n'était pas elle qui avait déclenché la grève, que c'étaient les travailleurs qui en avaient décidé le principe, l'application et la généralisation (faite de bouche à oreille).

La C.F.D.T., elle, prenant en compte la lutte des travailleurs, a par voie de tracts à la population popularisé la lutte des machinistes-receveurs. D'ailleurs, tout au long de ces derniers jours la C.G.T. ne ménageait pas ses attaques contre la C.F.D.T., comme d'ailleurs contre les gauchistes, en empêchant physiquement par exemple au dépôt des Lilas des vendeurs de « Lutte ouvrière » de vendre leur journal et de distribuer des tracts, entraînant ainsi la venue de la police (qui stationne en permanence devant les dépôts) et bien sûr leur arrestation. Et ce n'est qu'un exemple...

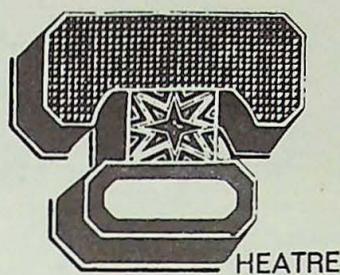
D'autre part dans le déroulement de la grève, une fois la lutte

déclenchée, la C.G.T. est apparue pour mettre en place les « assemblées du personnel » mais assemblées bien réglementées ou seuls s'expriment les délégués (les travailleurs ne sont pas capables de prendre la parole...) et puis vote à bulletin secret, etc.

Si nous prenons position de cette façon ce n'est pas systématiquement pour ou contre telle ou telle organisation, mais c'est pour dire que concrètement dans les luttes comment nous apparaît le comportement des organisations qui se réclament de la lutte de classe. Pour nous, le plus important ce ne sont pas les organisations, mais les travailleurs dans leur ensemble en tant que classe contre le pouvoir capitaliste. Ce qui nous paraît important pour assurer la victoire contre la direction et l'Etat capitaliste, c'est la jonction d'une part avec les ouvriers des dépôts, d'autre part avec les travailleurs du réseau ferré qui, eux aussi, sont touchés par le modernisme et les horaires. Une autre jonction nous paraît importante, c'est la solidarité des usagers avec cette lutte ; déjà bon nombre de tracts sortent ; des comités d'usagers expriment la solidarité des usagers des transports avec les grévistes sur leurs revendications. □

luttons culturelles

L'apport du festival de Nancy



Dominique Nores

Pour le Festival de Nancy, le principal danger est aujourd'hui de se laisser déborder — et dénaturer — par son succès. De ceci, Jack Lang, son promoteur et principal organisateur, est très conscient. L'an dernier, au cours d'une pause pour réfléchir, il a insisté à la fois sur le caractère ouvert du Festival, qui ne doit surtout pas devenir une réunion de mandarins, et sur la dimension réduite où il convient de le tenir, si l'on veut lui garder figure humaine.

Le risque de récupération

Or, qu'on le veuille ou non, le Festival est de plus en plus fréquenté. Cette année, des milliers de jeunes gens se sont pressés aux portes étroites des salles de spectacles improvisées pour suivre dix jours durant, jusqu'à trois spectacles par jour.

Ce succès est évidemment à l'origine du gros effort de récupération qui pèse sur le Festival. Récupération par la bourgeoisie — surtout la bourgeoisie commerçante — et par ses délégués municipaux. On préfère laisser, pendant dix jours, libre cours à une agitation qui rapporte argent et renom et qui, trop brève, n'a pas d'impact sur la vie de la cité, plutôt que se risquer dans une véritable aventure du spectacle : ainsi le Festival est-il l'alibi qui permet de refuser Planchon, et de ne rien faire pour

que Jean-Pierre Vincent et Jean Jour'd'heil présentent leur *Cagnotte* (un spectacle violemment antibourgeois dont nous reparlerons) autrement que devant une salle vide.

Mais le Festival est certainement très suivi de l'œil. Inoffensif sur le plan de la cité, il reste une mine de moyens d'expression et un instrument révolutionnaire, non pas immédiatement, mais par relais. Or, cette importance qu'il a sur le plan du théâtre à faire est liée indissolublement à la prospection qui aiguille sur Nancy une troupe plutôt qu'une autre. Beaucoup, parmi les fidèles du Festival, ont eu le sentiment que, cette année, les critères de choix étaient un peu flous et qu'affluaient des spectacles qui ne pouvaient se présenter ni comme exemple dans la pratique liée à l'action, ni comme ferment pour faire bouger le monde... Aussi me paraît importante l'initiative de certains étudiants nancéens, très conscients politiquement, de se tenir tout près — ne serait-ce que par l'organisation matérielle — de la manifestation, si brève soit-elle dans le temps, du festival.

Une mine de moyens d'expression

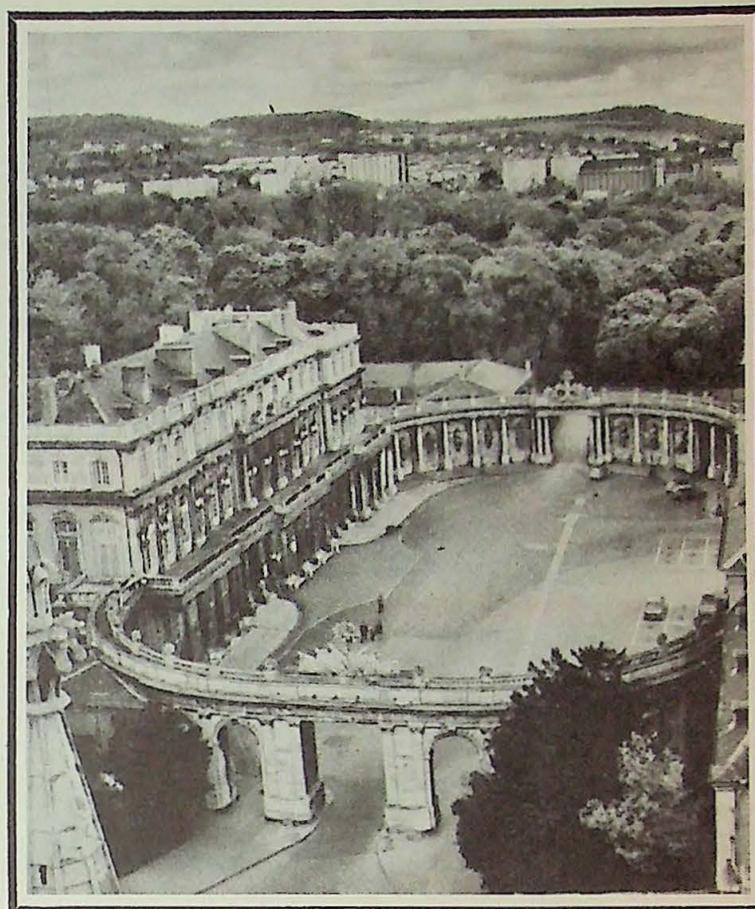
Je prends un exemple : voici une troupe espagnole, le Teatro Estudio Lebrijano. Elle s'est constituée dans un petit vil-

lage d'Andalousie, Lebrija, où toute la terre appartient à quelques grands propriétaires et où les ouvriers agricoles vivent dans un esclavage qu'eux-mêmes parviennent mal à mettre en question. Le théâtre pour eux, c'est-à-dire la décision de quelques jeunes gens de jouer la situation de tous — fût-ce en déguisant son caractère immédiat sous le côté histoire racontée des grands mythes — est un moyen de comprendre ensemble l'injustice qui leur est faite, sans que la police intervienne (celle-ci, en effet, tant que les spectacles, tel cet *Oratorio* montré à Nancy qui tourne autour d'Antigone : celle qui dit non — ne sortent pas du territoire de Lebrija, ferme les yeux : on reconnaît ici l'alternance libéralité — répression des régimes de dictature). Or, les moyens d'expression du spectacle, ceux qui touchent immédiatement par delà les mots une population très frustrée, sont ceux que nous avons vus, ces dernières années, utilisés à Nancy par les grandes troupes du monde. (Telle la grande croix qui se change en bombardier du Bread and Puppets). Il est remarquable qu'ils trouvent dans un autre coin de terre leur efficacité.

Cette année, le Festival a fait une tentative de prospection du côté de l'Afrique. On sait que, là-bas, les gouvernements mettent en place des sortes de Comédie-française, qui implantent la culture occidentale et que ceux qui ne sont pas d'accord avec l'idéologie dominante ne peuvent s'exprimer. Les Noirs qui veulent jouer leur propre situation dans le système de théâtre en avance sur eux sur le plan de l'expression politique des situations, ceux en particulier de l'Amérique du sud. C'est un des aspects les plus positifs du festival.

Populaire par relais

Le Festival de Nancy n'est pas un festival populaire. Il ne peut ni ne veut l'être. L'obstacle des heures (17 heures, 23 heures) s'ajoute à celui de la langue. Mais surtout, les spectacles n'ont d'intérêt, mê-



me sur le plan politique, que replacés dans leur contexte. La grève agricole que raconte le Théâtre expérimental de Cali (Colombie), grève de 1928 dont la dramatisation est un classique du théâtre révolutionnaire dans toute l'Amérique du Sud, chaque troupe sachant parfaitement qu'elle ne renvoie aujourd'hui qu'à un mythe, mais dans la trame duquel on peut exprimer une réalité actuelle, serait probablement sans intérêt parce que sans référence immédiate pour un public d'ouvriers français. Elle est très importante, au contraire, pour ceux qui réfléchissent au travail du théâtre.

De ce point de vue, la réflexion des troupes d'Amérique du sud sur les moyens du théâtre politique importe beaucoup. Leurs deux principales armes sont une perfection absolue du geste, qui permet à chaque acteur de faire exister quantité de personnages, mais aussi la réalité ambiante (train qui roule dans les campagnes en grève, ou cadences du travail). Sans décor ni costumes, avec très peu d'accessoires, donc presque sans frais (« professionnels », comme nous dirions, par la qualité du travail, les acteurs colombiens ont tous un métier qui assure leur indépendance en tant qu'artistes) ; leur seconde arme est l'humour. Le directeur du T.E.C. Enrique Buenaventura a vu la subvention qui lui avait été donnée après son passage en France au Théâtre des Nations supprimée, parce qu'après un *Ubu* à qui il avait donné l'allure de Napoléon III, mais en qui les populations, même des

campagnes reculées, reconnaissent un autre dictateur, il a montré une pièce où les patrouilles antiguerrillas étaient si drôles que le gouvernement colombien s'est fâché.

L'Arena de Sao Paulo ajoute à ces deux armes la volonté d'enseigner le monde tel qu'il est. Une de ses tâches, celle pour laquelle son directeur Augusto Boal était en prison pendant le festival, est la lecture des journaux à des populations analphabètes. A la demande des étudiants de Nancy, les comédiens ont montré comment des situations peuvent être évoquées de façon très forte sans moyen, avec seulement une bande sonore et des instruments permettant d'imposer à chaque séquence son rythme. L'évocation était celle de la vie quotidienne au Brésil, le manque de travail, les contrats pas honorés, les cadences impossibles à suivre, la cruauté de ceux qui sont les plus forts.

Du Japon aurait pu venir une autre forme de subversion. Après avoir donné en salle un spectacle très fabriqué, le Tenjo Sajiki (une troupe qui souhaite « changer le monde par poème et vision » et se veut aussi résolument agressive sur le plan du théâtre, qu'elle entend débarrasser des traditions qui l'oppressent que, politiquement, sur celui de la vie), devait conduire par les rues de Nancy un grand happening sauvage. Mais l'action proposée, dont la violence était imperceptible à notre mentalité d'occidentaux, s'est seulement effilochée sous la pluie. □

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e



La fuite en avant

Jean Verger

ROMPANT avec la politique de son illustre prédécesseur, Pompidou, après deux journées de tête à tête avec Edward Heath, ouvre les vannes à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

Le veto gaullien n'était pas, comme on a pu le dire, uniquement fondé sur des raisons politiques, à savoir la crainte de voir derrière la Grande-Bretagne se profiler la présence des Etats-Unis. En réalité la politique "gaulliste" faisait aussi corps avec les craintes d'un patronat français, pas du tout empressé de se mesurer sur le terrain de la concurrence économique avec les grandes firmes britanniques du secteur industriel, appuyées par un système bancaire efficace. Quelles sont donc les raisons qui poussent aujourd'hui la grande bourgeoisie française et ses mandataires à prendre le contre-pied de la politique gaullienne ?

La « petite Europe » à six, manière Schuman (1955) puis gaulliste (1958) reposait sur l'idée d'un marché bien protégé vers l'extérieur (barrières douanières suffisamment protectrices) où la concentration capitaliste pourrait trouver un terrain idéal d'activité, dans un cadre législatif (harmonisations fiscales, sociales, juridiques, etc.) permettant aux deux principaux pays — la France et l'Allemagne — d'exercer un leadership sans contestation sur les quatre autres pays.

Brillant exemple de planification capitaliste internationale, la petite Europe à six, dans l'esprit de ses promoteurs, de-

vait jouer un rôle de contrepoids à l'expansion de l'impérialisme américain, et préserver une certaine indépendance politico-économique.

Bien sûr, des différences de conceptions politiques se faisaient jour, sur la finalité du projet : Europe supranationale ou Europe des patries. Et de Gaulle lui-même, pour des raisons diplomatiques, de prestige, de « grandeur » ne dédaignait pas le rêve d'une Europe « de l'Atlantique à l'Oural ».

Tout cet échafaudage savant, mis au point par une armée de technocrates, avec un arsenal de textes juridiques, réglementaires, est aujourd'hui remis en question par l'entrée de la Grande-Bretagne.

Les Etats-Unis présents

Dans le Marché commun, un élément nouveau était intervenu, mettant en pièces l'équilibre franco-allemand, base innovée de cet édifice. Cet élément nouveau consistait dans l'afflux considérable de capitaux américains, essentiellement en Allemagne. Pour contourner les barrières douanières extérieures du Marché commun, les firmes américaines se sont mises à investir directement dans ce marché, en y construisant leurs propres usines, en y implantant leurs organisations commerciales et bancaires : l'Allemagne était, par sa puissance industrielle, son régime politique, la docilité apparente de sa classe ouvrière, le pays le plus apte à recueillir la plus grande

masse de dollars. Le « cheval de Troie des Etats-Unis » que l'on croyait être la Grande-Bretagne — et les récentes crises monétaires l'ont montré — se trouvait donc être l'Allemagne fédérale. C'est cette constatation évidente qui a amené Pompidou à amorcer un virage à 90°, virage qui n'est pas très apprécié par une certaine fraction de la bourgeoisie française, dont les craintes de se voir activement concurrencée par le capitalisme britannique, ne sont pas sans fondements.

Les risques pris d'une manière délibérée par ce virage, doivent être soulignés car ils jettent une lumière intéressante sur de nouvelles contradictions qui menacent l'économie capitaliste européenne.

Une fuite en avant

En effet l'entrée de la Grande-Bretagne s'accompagnera à court terme de celle de certains pays de la zone de libre échange tels que le Danemark, la Norvège, etc. L'harmonisation des législations économiques de ces pays avec celles des six pays actuels se transformera en véritable casse-tête chinois.

Par ailleurs, les liens préférentiels, notamment agricoles, de la Grande-Bretagne avec certains pays du Commonwealth (Nouvelle Zélande - Australie, etc.) obligeront les six à faire de notables concessions en matière agricole : les agriculteurs d'Europe continentale auront de nouvelles occasions de manifester leur mécontentement et leur colère...

A moins que les négociateurs des six n'obligent la Grande-Bretagne et ses travailleurs à payer beaucoup plus cher leurs matières premières et leurs aliments, ce qui promet à terme des heures chaudes sociales pour M. Heath.

Enfin, pour les capitalistes français, il y aura une lutte à mener sur deux fronts, contre la concurrence anglaise et allemande.

Dérapiage de la planification capitaliste

Il est particulièrement intéressant de noter les commentaires désabusés d'un rapport établi par le conseil économique sur les implications de l'adhésion de la Grande-Bretagne vis-à-vis du VI^e Plan, qui met en avant les dangers directs (sur le marché français) et indirects (contrecoup de la pression britannique sur le marché d'exportations français) de la concurrence britannique, et montre clairement la tendance à terme de la transformation du Marché commun en zone de libre échange (c'est-à-dire non plus en marché « organisé » avec égalité de chances économiques, mais en zone d'affrontements et de concurrence anarchique). Gageons que les auteurs du VI^e Plan n'ont pas prévu les implications à moyen terme de l'adhésion britannique au Marché commun !

La petite Europe des six a donc vu sonner son glas, voilà qui montre bien les limites des tentatives de « planification »

ou « d'organisation rationnelle » de la concurrence capitaliste.

A travers le choix politique de M. Pompidou qui, de toute manière, sert indirectement les intérêts des Etats-Unis, c'est une ère nouvelle qui commence pour le capitalisme européen : celle de la concurrence accrue, de la lutte impitoyable pour le maintien des positions acquises et leur extension. Le mythe de l'Europe économique et politique unie disparaît, et la classe ouvrière européenne pourra elle-même en tirer des leçons profitables.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, historiquement, la fin du Marché commun coïncide avec une période marquée en Europe occidentale par une montée irrésistible de la lutte de classes.

C'est cette lutte, par-delà les ronds de jambe de MM. Pompidou, Heath et consorts qui forgera l'Europe socialiste de demain, celle des travailleurs. □

Précision

Une regrettable erreur matérielle a fait que la signature de Gilbert Hercet accompagnait, dans « T.S. » numéro 496, un article sur les travailleurs immigrés intitulé : « L'internationalisme commence chez nous ». Comme il n'est pas dans les habitudes des rédacteurs de « Tribune » de s'attribuer les articles des autres, ni surtout leur travail militant, nous tenons à préciser que l'article en question était dû à Auguste Bedlo. En nous excusant auprès de lui et de nos lecteurs de cette méprise.